

LE PRÉFET DES YVELINES

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France

Unité territoriale des Yvelines

nos réf. : UT78/Cellule PCEO / 2014 n° 29804
Affaire suivie par : Maamar HADJ MESSAOUD
maamar.hadj-messaoud@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 01 39 24 82.43 – Fax : 01 30 21 54 71

Versailles, le 26 SEP. 2014

INSTALLATIONS CLASSEES

Sociétés Concernées :

GSM	LGSN
Les Technodes	2, Quai Henry IV
BP2	CS 50402
78931 Guerville cedex	75 004 Paris

Installation concernée :

Carrière de GSM/LGSN
Site des trois cèdres

Objet : - Demande d'autorisation d'exploiter conjointement une carrière
de granulats sur les territoires des communes de Carrières sous Poissy
et de Triel sur Seine, sollicitée par les sociétés GSM et LGSN

- Rapport de présentation en CDNPS d'un projet de prescriptions

PJ : - projet de prescriptions

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par transmission reçue le 3 juillet 2014, nous avons été destinataire du dossier de retour d'enquête publique concernant la demande en objet.

Le présent rapport analyse le caractère acceptable de la demande au regard du code de l'environnement.

Il propose de recueillir l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites sur les suites administratives réservées à l'instruction de ce dossier.

. Présentation du demandeur, de son projet et du contexte de la demande

1. Présentation

Les Sociétés GSM et Lafarge Granulats Seine Nord (LGSN) exploitent des installations de traitement de sables et graviers sur la commune de CARRIERES-SOUS-POISSY pour la première, et de TRIEL-SUR-SEINE pour la seconde. Cette activité est exercée depuis plus de 15 ans par la société Lafarge et depuis près de 80 ans par la société GSM.

Les unités de concassage-criblage-lavage leur permettent de fournir sur la partie ouest de la région Ile-de-France les granulats entrant dans la fabrication du béton pour la construction.

Aujourd'hui, ces sociétés ne disposent plus en leur nom de gisement exploitable dans la boucle de Chanteloup ; l'approvisionnement en matières premières de ces deux installations se fait principalement à partir de la carrière dite des Grésillons, exploitée par la société Triel-Granulats sur la commune de Triel-sur-Seine, au Nord-Est immédiat du site des Trois Cèdres.

Or, les réserves de la carrière des Grésillons sont limitées à l'horizon 2017, il est donc nécessaire pour les sociétés GSM et LGSN de pourvoir à un approvisionnement au-delà de cette date.

En outre, le développement de la région parisienne à travers le « Grand Paris », et les projets de la boucle de Chanteloup génèrent des besoins croissants en granulats auxquels les sociétés GSM et LGSN souhaitent répondre depuis leur propre site de production.

L'ouverture d'un nouveau site d'exploitation s'inscrit donc à la fois dans une démarche de pérennisation de l'activité des deux sociétés sur le secteur et de participation au développement de l'ouest parisien.

Les sociétés GSM et LGSN sollicitent donc conjointement l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers sur les territoires des communes de Carrières sous Poissy et de Triel sur Seine.

La durée d'autorisation sollicitée est de 10 ans.

L'exploitation sera réalisée à ciel ouvert, en fouille partiellement noyée, à l'aide d'engins mécaniques (pelle hydraulique, chargeur, dragline).

Les travaux d'extraction et de remise en état seront coordonnés et comporteront successivement les étapes suivantes :

- le décapage des terrains et le stockage des terres de découverte,
- l'extraction du tout-venant,
- l'évacuation vers les unités de traitement,
- la remise en état des lieux par remblaiement.

5 à 11 personnes travailleront en général sur le site en fonction des opérations en cours.

L'activité se déroulera uniquement les jours ouvrés, de 7h à 19h, du lundi au vendredi, à raison de 250 jours par an environ.

La production annuelle maximale sollicitée est de 400 000 m³ soit 800 000 tonnes. Sur la durée d'extraction prévue (6 ans), la production moyenne annuelle sera de 250 000 m³ (500 000 tonnes).

2. Description de l'environnement du projet

La future carrière sera située dans la boucle de Chanteloup, en rive droite de la Seine, sur les communes de Carrières-sous-Poissy (aux lieux-dits "les Bouveries", "les Blanchardes" et les "Basses Blanchardes") et Triel-sur-Seine, au cœur du projet de ZAC « Ecopôle », porté par la Communauté d'Agglomérations des deux Rives de Seine.

L'emprise du projet porte sur une partie du domaine de la ferme des Grésillons, qui a servi pendant plus d'un siècle à l'épandage des eaux usées et des boues de traitement de l'ancien département de la Seine, et à partir de 1971 des effluents du SIAAP (Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne). Les sols au droit du site des 3 cèdres présentent, du fait des activités précitées, des pollutions en hydrocarbures, métaux et PCB.

La surface concernée par le projet est de 27 ha 63 a 63 ca mais seulement 19 ha 95 a et 08 ca seront exploités.

Dans son environnement immédiat, le site est notamment bordé :

- à l'Est, par la route départementale 190 et des champs agricoles,
- au Nord-Est, par la société ONYX (parkings et bureaux), l'usine d'incinération d'AZALYS et une casse-automobiles,
- au Nord, par l'usine de traitement des eaux du Syndicat Interdépartemental d'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP),
- au Sud-Ouest et à l'Ouest, par les installations de traitement de GSM et de Lafarge,
- au Nord-Ouest, par les sociétés VALOMAT, PICHETTA, le SIVATRU et une déchetterie intercommunale.

Les habitations les plus proches du site sont situées :

- dans l'emprise de l'usine d'incinération d'ordures ménagères, au Nord du chemin des Moines, à 90 m environ sur la commune de Triel sur Seine ; il s'agit de la maison du gardien de l'entreprise SIVATRU,
- au niveau du quartier Saint-Louis, sur l'avenue Vanderbilt, au Sud du site, à 400 m sur la commune de Carrières sous poissy,
- en bordure du chemin des Gravières, à 450 m sur la commune de Triel sur Seine,
- en bordure de la RD 190, au Nord-Est de l'usine du SIAAP, à 550 m sur la commune de Triel sur Seine,
- sur les îles privées du Platais et de Villennes, à 550 et 650 m respectivement sur la commune de Villennes sur Seine.

Les établissements recevant du public les plus proches sont, un centre médico-éducatif et un centre de loisirs, situés respectivement à 350 et 400 m au Sud-Est du projet. L'accès au site s'effectuera principalement par la RD 190, puis par le chemin de Californie, le chemin des Gravières puis le chemin des Moines.

La zone étudiée se trouve en dehors de tout périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable et hors zone inondable.

Les terrains objet du projet d'exploitation de carrière ne recoupent aucun périmètre de protection de monuments historiques et aucun site inscrit ; ils sont situés en dehors du Parc Naturel Régional du Vexin Français.

Aucun site Natura 2000 n'est recensé sur l'aire d'étude, ni à une distance pouvant présager une interaction avec le projet. Le site Natura 2000 le plus proche est le SIC FR1102013 « Carrières de Guerville », situé à environ 16 km du projet.

En revanche, le projet est situé pour partie dans une ZNIEFF de type 1 et en intégralité dans une ZNIEFF de type 2. En outre, des espèces protégées ont été recensées sur l'aire d'étude (cf. partie étude d'impact du présent rapport).

Aucun vestige archéologique n'est recensé au droit du projet, selon le Service Régional de l'Archéologie. Néanmoins, un diagnostic d'archéologie préventive pourrait être prescrit par la DRAC si nécessaire.

Le site est concerné par trois servitudes réseaux :

Eau potable

Une canalisation d'eau potable traverse le site au niveau du chemin rural des Moines et longe ensuite la limite Sud (chemin des Bouveries) puis la limite Sud-Ouest (chemin des Grandes Terres).

Les pétitionnaires précisent que les canalisations ne seront pas touchées par les travaux et que le chemin des Moines sera conservé en l'état du fait de la présence de la conduite. Une distance minimale de 5 m sera conservée entre le front et la conduite.

En outre, Lorsque l'exploitation sera réalisée à proximité, une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) sera adressée au gestionnaire du réseau (Lyonnaise des Eaux).

Électricité

Une ligne électrique (15 000 V) passe dans l'angle Nord-Ouest des terrains. Deux poteaux sont implantés en limite d'emprise.

Les mesures suivantes seront notamment prises lorsque les travaux seront réalisés sous la ligne :

- Décapage de la découverte au bull,
- Extraction du gisement au chargeur puis à la pelle mécanique (et non à la dragline),
- Maintien d'une distance de 10 m entre l'excavation et la limite d'emprise.

Gaz

Une canalisation de transport de gaz passe le long de la RD 190, en bordure Est de la route. Le périmètre d'extraction de la carrière a de ce fait été décalé et se trouve aujourd'hui à 40 m de la canalisation de gaz, conformément aux recommandations de GRTgaz. Le respect de cette distance de sécurité se traduit par l'extension de la bande non exploitée de 10 m (obligation du Règlement Générale des industries extractives) à 18 m entre le bord de fouille et la limite du site.

3. Documents opposables

✓ Schéma Départemental des Carrières des Yvelines

Le Schéma Départemental des Carrières des Yvelines, approuvé le 22 novembre 2013 fixe les conditions générales d'implantation des carrières dans le département. Il prend en compte l'intérêt économique régional, les ressources et les besoins en matériaux du département et des départements voisins, la protection des paysages, des sites et des milieux sensibles ainsi que la nécessité d'une gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières.

Il détermine également les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites.

Le Schéma Départemental des Carrières des YVELINES instaure des zones de contraintes à prendre en compte dans les exploitations.

Le site se trouve en dehors de tout espace bénéficiant d'une protection forte au titre de l'environnement où les carrières sont interdites, ou autorisées après levée des contraintes.

Il est situé à l'intérieur d'espaces bénéficiant d'une délimitation ou d'une protection au titre de l'environnement (zone II de contraintes de 2ème catégorie) : ZNIEFF de type 2, ZNIEFF de type 1.

Dans cette catégorie, l'exploitation est possible moyennant la réalisation d'une étude relative à ces contraintes ; cette étude est versée au dossier de demande d'autorisation d'exploiter (étude réalisée par BIOTOPE).

En outre, le Schéma Départemental des Carrières des YVELINES indique que dans les zones inscrites dans des documents d'urbanisme en tant que zones urbanisables ou partiellement urbanisables, dans lesquelles le développement de constructions ou d'infrastructures est prévisible, ce qui est le cas avec le projet de ZAC Ecopôle, il importe de valoriser les gisements avant le développement du bâti ou des infrastructures.

Le Schéma Départemental des Carrières préconise notamment :

- le maintien de l'accès aux ressources dans le respect des contraintes environnementales,
- la coordination des travaux d'extraction et de remise en état,
- le maintien de l'usage du transport des matériaux par voies d'eau ou par trains lorsque

les conditions s'y prêtent.

Afin de répondre aux préconisations précitées, le projet prévoit les aménagements suivants :

- l'exploitation des sables et graviers présents au droit du site sera menée de façon à limiter les effets sur l'environnement physique, naturel et humain, et à compenser ceux qui ne pourront être supprimés (remblaiement total du site en fin d'exploitation, compensation écologique,...),
- les travaux de réaménagement seront réalisés au fur et à mesure de la progression de l'extraction,
- le transport des granulats par voie d'eau sera privilégié chaque fois que cela sera possible, c'est-à-dire pour le transport sur de grandes distances vers des destinations équipées d'un port fluvial.

Le projet est conforme aux objectifs du Schéma Départemental des Carrières.

✓ SDRIF

Le Schéma Directeur Régional de l'Ile-de-France (SDRIF), approuvé en novembre 2013, fixe l'avenir possible et souhaitable de la région Île-de-France à la fois en terme d'aménagement de l'espace et en matière d'évolutions sociales, économiques et environnementales du territoire régional et de ses différentes parties.

Le SDRIF énoncent 3 orientations régionales pour une exploitation équilibrée des carrières :

- maintenir l'accessibilité aux gisements d'intérêt national ou régional (les granulats sont classés d'intérêt régional par le SDRIF) ;
- exploiter au mieux les gisements ;
- arbitrer les conflits d'usage.

En outre, il indique que les granulats sont d'importance régionale et qu'ils sont indispensables aux bâtiments et travaux publics. La production propre de l'Ile-de-France suffit de moins en moins à ses besoins ; le taux de couverture est tombé en une décennie de 70 % à 55 %. Elle doit donc importer de plus en plus de matériaux depuis les régions limitrophes. Pour ne pas accentuer encore ce déséquilibre, l'Ile-de-France doit veiller à exploiter au mieux ses gisements et à maintenir leur accessibilité.

Les terrains d'emprise de la future carrière sont répertoriés en zone de gisement potentiel de sables et graviers alluvionnaires sur la carte des gisements potentiellement exploitables, annexée au SDRIF.

Le projet est compatible avec les orientations du SDRIF.

✓ SDAGE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Seine-Normandie, pour la période 2010-2015, a été adopté le 29 octobre 2009. Il concourt à l'aménagement du territoire et au développement durable du bassin par la mise en œuvre d'une gestion globale et équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques.

Ce document fait l'objet d'un chapitre consacré aux extractions des granulats qui précise :

- que les granulats alluvionnaires sont une ressource limitée et non renouvelable car les stocks finis ne se reconstituent pas à l'échelle de temps considéré ;
- que les conditions d'exploitation, dans le cadre des schémas départementaux des carrières prévus par la loi du 4 janvier 1993, doivent être rendues cohérentes à l'échelle du bassin.

Pour exploiter des granulats alluvionnaires tout en préservant les milieux naturels et les zones humides, les trois zones suivantes définissent les contraintes à prendre en compte :

1. une zone sur laquelle aucun enjeu environnemental n'a été préalablement répertorié lors des inventaires ou des opérations de protection d'inventaire ou de protection de zone où l'extraction peut se faire selon les dispositions de l'arrêté du 22 septembre 1994, modifié par l'arrêté du 24 janvier 2001;
2. Une zone de grande richesse environnementale au sein de laquelle l'ouverture de carrières ou le renouvellement des arrêtés d'autorisation d'exploiter peut être accepté au regard des conclusions de l'étude d'impact relative à l'incidence de l'exploitation sur les milieux naturels. Il s'agit de maintenir ou de recréer des milieux à forte fonctionnalité écologique et à forte valeur patrimoniale. Cette zone comprend :
 - x les vallées des rivières classées en première catégorie piscicole ;
 - x les vallées des rivières de têtes de bassin et des affluents mineurs en raison de leur haute qualité ou de leur faible débit, qui en font des milieux particulièrement sensibles (ces vallées concernent en général des gisements alluvionnaires faibles) ;
 - x les zones classées en zones Natura 2000 au titre de la directive oiseau de 1979 ou de la directive habitat, faune, flore de 1992, ou les sites concernés par la convention de Ramsar ;
 - x les ZNIEFF de type 1 et 2 ;
 - x les zones fluviales et marines stratégiques pour la survie et la reproduction d'espèces à haut intérêt halieutique ;
3. Une zone à forts enjeux environnementaux au sein de laquelle l'ouverture de nouvelles carrières et le renouvellement des arrêtés d'autorisation d'exploiter ne sont pas compatibles :
 - x le lit mineur des rivières (bras secondaires et bras morts inclus) ;
 - x les espaces de mobilité déjà cartographiés (Seine) ou non ;
 - x les zones où les contraintes écologiques sont très fortes. Elles peuvent être définies par les SAGE dans les ZHIEP et des ZHSGE, en application des orientations du SDAGE et après information de la CNDPS (section spécialisée carrières).

Le projet étant situé pour partie dans une ZNIEFF de type 1 et en intégralité dans une ZNIEFF de type 2, il est inclus dans une zone de grande richesse environnementale au sein de laquelle l'ouverture de carrières ou le renouvellement des arrêtés d'autorisation d'exploiter peut être accepté au regard des conclusions de l'étude d'impact relative à l'incidence de l'exploitation sur les milieux naturels.

Le volet de l'étude d'impact relatif au milieu naturel, réalisé par le bureau d'études BIOTOPE, indique qu'aucune espèce végétale protégée n'est recensée sur les terrains exploitables. Par contre, les impacts du projet sur les espèces faunistiques protégées et/ou patrimoniales sont faibles à forts en fonction des groupes.

Les impacts seront réduits par des mesures d'évitement et d'atténuation, et les impacts résiduels feront l'objet de mesures compensatoires.

Par ailleurs, le volet eau de l'étude d'impact conclut à une absence d'impact sur la qualité des eaux. Les modalités de gestion des terres polluées prévues dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter vont dans ce sens puisqu'elles ont pour but la préservation de la qualité des eaux.

✓ PLU

Selon les pétitionnaires, les terrains concernés par le projet sont classés, en grande partie, en zones NP (zone naturelle de plateau), 1AU (zone à urbaniser) et 1AUt (zone de transition en zone 1AU) du plan local d'urbanisme de la commune de Carrières sous Poissy, approuvé le 3 novembre 2005. En zone NP, l'ouverture et l'exploitation de carrières ainsi que les équipements liés sont admises tandis qu'en zone 1AU (et 1AUt), elles sont interdites, sauf à titre provisoire, et uniquement avec l'accord préalable de l'aménageur.

L'autre partie des terrains est situé sur le territoire de la commune de Triel sur Seine, dotée d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 11 décembre 2004 et modifié le 15 mars 2007. Les terrains concernés sont situés dans les zones 1AUj et 1AUZ où sont autorisées l'ouverture et l'exploitation des carrières.

Les sociétés GSM et LGSN ont obtenu le 1er octobre 2012 la maîtrise foncière des terrains d'emprise de la future carrière par contrat de forage passé avec l'Etablissement Public Foncier des Yvelines, propriétaire des terrains. En outre la demande d'autorisation est limitée dans le temps. Le projet de carrière est donc compatible avec les plans locaux d'urbanisme des communes de Carrières sous Poissy et de Triel sur Seine.

4. Contexte géologique et hydrogéologique

La succession de haut en bas des formations géologiques au droit du site est la suivante :

- Boues sableuses noires à silex et sables ocres à graviers et silex, constituant les terres de découverte, d'épaisseur moyenne 0,7 m (de 0,2m à 1,3 m) ;
- Alluvions sableuses et graveleuses : 7, 5 m d'épaisseur moyenne (de 3.8 m à 12.2 m) ;
- Argiles plastiques grises du Sparnacien. L'épaisseur de ce substratum atteint 10 à 20 mètres.

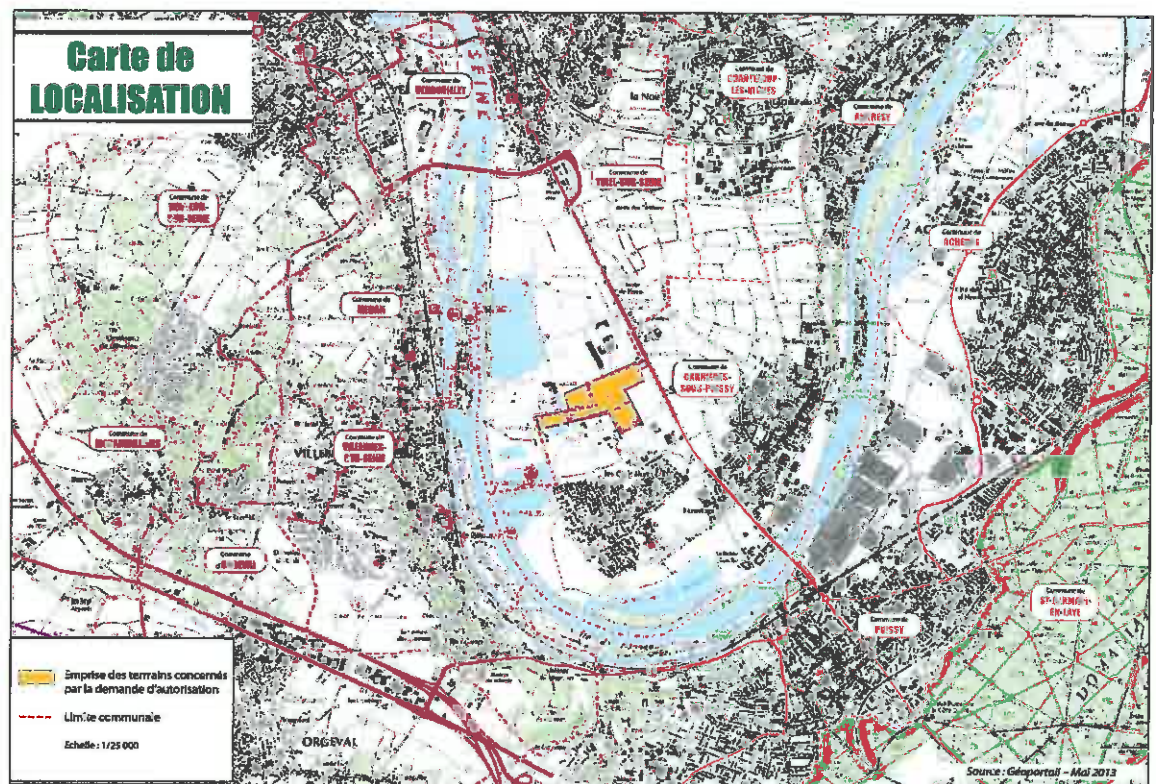
La nappe au droit du site d'étude est la nappe alluviale, en relation directe avec la Seine. Elle est déconnectée de la nappe sous-jacente de la craie par l'horizon imperméable des

argiles yprésiennes. L'écoulement de la nappe au droit du site se fait selon une direction Est/Ouest.

D'autre part, la nappe est en continuité hydraulique avec la nappe des calcaires grossiers (différente de la nappe de la Craie) située au nord-est de la zone du projet.

5. Localisation du projet

La carte ci-dessous montre l'emplacement de la future carrière :



6. Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L 512-1 du code de l'environnement, au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées :

Libellés des rubriques	Désignation des installations	N° de la nomenclature	Régime AS, A, D, NC	Volume ou tonnage maximal autorisé	Situation administrative
Exploitation de carrière	Carrière d'une superficie de 27 ha 63 a 63 ca	2510-1	A	400 000 m³/an ou 800 000 t/an	objet du présent rapport

A (autorisation)

Les données d'exploitation sont reprises dans le tableau ci-dessous :

CARRIERE		
Gisement	Natures des matériaux	Sables et graviers
	Surface utile d'exploitation	19 ha 95 a 08 ca
	Côte minimale de fond de fouille	13 m NGF
	Durée autorisation	10 années
Mode d'exploitation	A ciel ouvert	Chargeur sur pneus (gisement hors d'eau) et pelle à câble ou pelle hydraulique (gisement sous le niveau de la nappe)
Production annuelle maximale		800 000 t/an soit 400 000 m³/an
Capacité totale d'extraction estimée		3 000 000 tonnes ou 1 500 000 m³
Apport maximal de remblais par an		600 000 tonnes
Apport total de remblais sur 6 ans		1 300 000 m³

2. Étude d'impact

2.1. Analyse de l'état initial du site et de son environnement

Dans le cadre du projet, les pétitionnaires ont étudié le milieu physique (relief, hydrographie, hydrogéologie et géologie), le milieu naturel (eau, air, sol, biodiversité,...), le cadre humain (habitats, bruit ambiant, occupation des sols...), les voies de communication et de transport ainsi que les biens matériels et le patrimoine culturel de la zone d'étude.

Cette étude met en évidence une pollution des sols et de la nappe phréatique au droit de la future carrière.

Par ailleurs, l'analyse de l'état initial du site mentionne la présence d'espèces protégées.

Pollution des sols

L'emprise du projet de carrière porte sur une partie du domaine de la ferme des Grésillons qui a servi pendant près d'un siècle à l'épandage de boues de station d'épuration.

Un diagnostic de pollution des sols a été réalisé par le bureau d'études CSD Ingénieurs en mai 2012.

Les résultats d'analyses ont permis de caractériser les pollutions qui sont concentrées dans les deux couches superficielles (boues et stériles) :

- les boues (72 700 m³), qui composent la frange superficielle du sol (0.1 à 0.6 m d'épaisseur), sont polluées par les hydrocarbures, PCB et métaux (antimoine, nickel, cadmium, chrome, cuivre, zinc, plomb, mercure) ;
- les stériles (60 000 m³), sous les boues (0.1 à 0.7 m d'épaisseur), sont globalement moins pollués et concernés uniquement par les métaux (antimoine, cadmium, cuivre, zinc et mercure).

Les études de sols distinguent trois catégories de terres polluées :

- des terres polluées inertes impactées par des métaux lourds (67 500 m³) ;
- des terres polluées non inertes non lixiviables (10 300 m³), qui présentent des impacts essentiellement aux hydrocarbures ;
- des terres non inertes lixiviables (54 900 m³) impactées par des métaux lourds. Les polluants sont donc mobilisables et constituent une source de contamination des eaux souterraines.

Il existe également, sur site et à proximité immédiate, trois stockages de terres polluées inertes impactées par les métaux lourds, représentant un volume de 21 000 m³.

Pollution de la nappe

Des mesures de la qualité des eaux souterraines au droit du site ont été réalisées par CSD Ingénieurs les 18 et 19 juillet 2011.

Les mesures ont permis de constater la présence de nickel, chrome, zinc, plomb, nitrates et COT (carbone organique total) dans des teneurs anormales.

Espèces protégées

Des inventaires floristiques et faunistiques ont été réalisés sur le site par le cabinet BIOTOPE entre mai 2011 et janvier 2012.

Aucune espèce de flore protégée n'a été observée.

En revanche, pour ce qui concerne la faune, les inventaires ont mis en évidence la présence d'espèces protégées :

- Insectes : 2 espèces protégées ont notamment été recensées sur l'aire d'étude : le Grillon d'Italie et l'Oedipode turquoise. Les habitats de ces espèces (secteurs de friches clairsemées) occupent la quasi-totalité de la zone d'emprise du projet ;
- Reptiles : 1 espèce protégée rencontrée : le lézard des murailles ;
- Avifaune nicheuse : 16 espèces protégées recensées : Fauvette grisette, Linotte mélodieuse, Moineau friquet, Pic vert, Pouillot fittis, Bruant jaune, OEdicnème criard, Bergeronnette printanière, Serin cini, Verdier d'Europe (espèces des milieux semi-ouverts), Tadorne de Belon, Petit gravelot (espèces de milieux humides), Bergeronnette grise, Moineau domestique, Rougequeue noir, Hirondelle rustique (espèces de milieux anthropiques) ;
- Avifaune hivernante : 12 espèces protégées recensées : Accentueur mouchet, Bruant des roseaux, Chardonneret élégant, Mésange charbonnière, Mésange bleue, Pinson des arbres, Rougegorge familier, Troglodyte mignon, Faucon crécerelle, Moineau friquet, Pic vert, Verdier d'Europe ;

- Autres espèces de mammifères : 1 espèce protégée rencontrée : le hérisson d'Europe.

L'étude de l'état initial du site et de son environnement met en évidence deux enjeux majeurs qui sont la gestion des terres polluées et la biodiversité.

2.2.Évaluation des impacts et mesures de réduction / suppression

a) Effets sur le paysager

L'impact paysager se traduira par :

- une modification de l'occupation des sols : mise à nu des terrains, disparition du couvert végétal, apparition de surfaces en eau ;
- une modification de la topographie : apparition de fronts d'exploitation, création d'une excavation, constitution de stocks ;
- une modification temporaire de la vocation des terrains : passage de terrains en friche à une vocation industrielle ;
- une modification des ambiances : présence d'éléments (engins, camions, matériaux, bandes transporteuses...) qui conféreront au site une ambiance «de type chantier».

Les modélisations paysagères réalisées montrent notamment que les stockages de terres seront plus particulièrement visibles, notamment depuis la RD 190.

Mesures de réduction de l'impact paysager

Les mesures de limitation de l'impact paysager concerneront les stockages de terres. Elles consisteront à limiter leur nombre, leur emprise et leur hauteur, et à procéder à leur végétalisation. Les cordons seront positionnés en retrait de la RD 190, essentiellement sur le secteur Nord-Ouest au plus loin de la route. Une faible partie sera stockée côté Est.

Au terme de l'exploitation, les terrains se présenteront sous la forme d'une plateforme remblayée au niveau du terrain actuel.

b) Effets sur l'eau

Consommation d'eau

L'eau du réseau potable servira uniquement pour les besoins du personnel qui utilisera les sanitaires existants sur les aires de traitement de matériaux mitoyennes des sociétés GSM et Lafarge.

Le lavage des engins de la future carrière s'effectuera sur les aires de traitements mitoyennes des sociétés Lafarge et GSM. L'eau utilisée pour le lavage sera pompée en Seine et représentera environ 220 m³ par an.

Eaux pluviales

Il n'y a pas d'écoulement superficiel au droit des terrains. Les eaux de pluie s'infiltrant à travers la couverture superficielle et rejoignent la nappe du fait de l'absence de surface imperméabilisée, des pentes très faibles et du caractère très perméable des matériaux alluvionnaires (perméabilité : environ 0,01 m/s).

Eaux souterraines

L'exploitation de la carrière sera réalisée en fouille sèche sur les premiers mètres au chargeur ou à la pelle, puis en fouille noyée, à l'aide d'une dragline, sans rabattement de nappe.

L'exploitation étant partiellement réalisée sous le niveau statique de la nappe, celle-ci sera mise à l'air libre ce qui implique deux types d'effets potentiels :

- effets qualitatifs : augmentation du risque d'altération de la qualité des eaux ;
- effets hydrodynamiques : modification de la piézométrie locale.

Au droit du site, seule la nappe des alluvions est vulnérable du fait de la perméabilité des terrains qui la recouvre. La nappe de la craie, protégée par des sables argileux et argiles de l'Yprésien sur une épaisseur de 10 à 20m, est, quant à elle, très peu vulnérable.

De même, la nappe de l'Albien est totalement isolée par l'épaisseur des formations géologiques qui la recouvrent (le toit de l'aquifère se situe vers 430 m de profondeur).

Les sources de pollution potentielles de la nappe alluviales au droit du site seront liées en particulier :

- au lessivage de polluants contenus dans les terres polluées de découverte, lors du stockage temporaire de ces terres sur le site et lors de l'enfouissement en phase de réaménagement ;
- à la présence d'engins sur le site (hydrocarbures) ;
- aux apports de matériaux de remblais potentiellement pollués ;
- à l'apport de boues issues du processus de floculation des installations de traitement de matériaux des sociétés Lafarge et GSM.

L'analyse des effets du projet sur les eaux souterraines après réaménagement a fait l'objet d'une étude spécifique par le cabinet BURGÉAP.

L'étude hydrogéologique par modélisation numérique réalisée par BURGÉAP a permis de simuler la piézométrie de la nappe en hautes eaux, après réaménagement de la carrière, l'objectif étant de s'assurer que les polluants présents dans les terres polluées enfouies ne seront pas lixiviés en cas de montée des eaux souterraines. L'étude conclut à une élévation globale du niveau de la nappe qui devrait se situer entre 1,25 et 2,5 m sous la surface du sol.

Mesures prises pour prévenir les impacts sur les eaux souterraines

Les terres polluées non inertes et lixiviables seront stockés en merlons encapsulés dans une géomembrane étanche avant d'être confiner lors du réaménagement de la carrière.

Le confinement des terres polluées sera réalisé dans les conditions suivantes : Après remblaiement à l'aide de matériaux inertes extérieurs jusqu'à un niveau supérieur de 50 cm minimum de la cote maximale de la nappe (cote de hautes eaux de la nappe modélisée par l'étude hydrogéologique Burgeap), les terres polluées de découverte seront régaliées sur le site. Une couche de recouvrement d'épaisseur 80 cm, composée à nouveau de matériaux inertes extérieurs, sera régaliée par dessus les terres polluées jusqu'à la cote du terrain naturel.

Conformément aux préconisations de CSD Ingénieurs, une couche d'argile de 10 cm d'épaisseur ainsi qu'un grillage avertisseur seront disposés au dessus des terres dont les polluants sont lixiviables avant de mettre en place la couche de recouvrement d'épaisseur 80 cm évoquée ci-dessus. Cette variante dans le principe de confinement des terres a pour but d'éviter tout risque de lixiviation des polluants par les eaux météoriques et leur migration vers la nappe souterraine.

En ce qui concerne le risque de pollution par les hydrocarbures, les pétitionnaires précisent ce qui suit :

- il n'y aura aucun stockage d'hydrocarbures (huiles ou carburant) ou de déchets d'entretien sur site ; les stocks seront localisés sur les aires des installations de traitement de GSM et Lafarge mitoyennes du projet, sur des aires étanches et des bacs de rétention ;
- les engins de chantier seront entretenus régulièrement chez des prestataires à l'extérieur du site ;
- Il n'y aura pas de lavage d'engins ou de camions sur la carrière ;
- le remplissage des réservoirs des engins s'effectuera sur rétention.

Des mesures de surveillance, d'acceptation et de gestion des remblais externes seront mises en œuvre sur le site pour vérifier leur caractère inerte (contrôle visuel, bordereau de suivi, plan de localisation des remblais dans la fouille,...).

Le caractère inerte des flocculants utilisés dans le processus de floculation des installations de traitement de matériaux des sociétés Lafarge et GSM sera assuré par le respect d'une teneur en acrylamide résiduelle inférieure à 0,1% conformément à la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières au sens de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

Commentaire de l'inspection :

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport intègre des prescriptions relatives à la gestion des remblais (contrôle visuel, plan de localisation dans la fouille, analyses périodiques,...) et à la gestion des terres polluées (stockage, enfouissement,...).

c) Effets sur les sols

Comme cela a été évoqué dans la partie du présent rapport traitant de l'état initial du site, les 2 couches superficielles des sols sont polluées par des métaux lourds, PCB et hydrocarbures. Le volume de terres de découvertes polluées qui sera extrait représente environ 132 700 m3.

L'exploitation de la carrière et son réaménagement apporteront une solution au problème des terres polluées puisque ces dernières seront dans un premier temps stockées puis confinées in situ, voire confinées directement en fonction du phasage d'exploitation.

d) Effets sur l'air

Les pétitionnaires précisent que les principales émissions dans l'air seront les poussières et les gaz d'échappement générés par les opérations de décapage et la circulation des engins.

L'extraction du gisement ne sera pas propice aux émissions de poussières dans la mesure où ce dernier se situe en partie dans la nappe.

Les stockages de terres polluées peuvent également être à l'origine d'envols de poussières.

Mesures de réduction des émissions atmosphériques

Afin de limiter les envols de poussières, les travaux de découverte seront effectués en dehors des périodes de sécheresse et de vent fort. Les zones en cours de décapage et les voies de circulation seront arrosées en cas de besoin.

Les gaz d'échappement seront limités par une maintenance régulière des engins.

Les stockages de terres polluées, à l'exception des terres impactées par des polluants lixiviables qui seront encapsulées dans une géomembrane, seront végétalisés et arrosés si nécessaire.

e) Impact sonore

Les pétitionnaires ont joint à leur dossier une étude acoustique réalisée en septembre 2012. Cette étude acoustique a consisté à mesurer des niveaux de bruit résiduel dans les zones à émergences réglementées définies, et à calculer le bruit ambiant dans ces mêmes zones pour déduire l'émergence.

7 points de mesures ont été choisis :

- Point 1 : En limite de propriété de l'habitation du gardien de la société SIVATRU,
- Point 2 : En limite d'une résidence située au 27 avenue Vanderbilt,
- Point 3 : En limite d'une habitation située au Sud-Est des installations de traitement, à l'intersection de la rue Vanderbilt et de la rue Pasteur,
- Point 4 : En limite de propriété de l'habitation du gardien de l'île de Villennes,

Point 5 : En limite de propriété de l'habitation du N° 548 avenue de Briens sur l'île de Villennes,
Point 6 : Au droit de l'île du Platais, en bord de Seine, au Nord-Ouest de l'aire de traitement de LGSN,
Point 7 : En limite d'une habitation à l'intersection de la rue Vanderbilt et du chemin de Grandes Terres.

Les résultats des calculs montrent que dans le cas le plus défavorable, à savoir avec les installations de traitement de matériaux des sociétés GSM et Lafarge à l'arrêt, les émergences déterminées varient entre 0,5 dB et 5dB au point 2.

En outre, des compléments d'étude fournis par les pétitionnaires concluent à un respect des niveaux de bruit en limite de propriété.

f) Effets sur la santé

Les pétitionnaires ont recensé les principales sources de dangers ou de nuisance pouvant induire des effets sur la santé. Ces sources sont les émissions atmosphériques (poussières et gaz d'échappement), le bruit et les vibrations.

En ce qui concerne les émissions atmosphériques, des mesures de réduction des émissions ont été définies. Pour ce qui est des vibrations, les pétitionnaires précisent que les habitations sont suffisamment éloignées pour ne pas être exposées à ce type de nuisance.

Par ailleurs, l'étude acoustique conclut au respect du niveau d'émergence autorisé dans les zones à émergence réglementée.

En outre, les pétitionnaires ont joint au dossier de demande d'autorisation d'exploiter une évaluation des risques sanitaires compte tenu de la présence de terres polluées en surface et de l'exposition des salariés et des visiteurs de la carrière durant les phases d'exploitation.

Cette étude analyse :

- l'exposition par inhalation de poussières et ingestion de sols pour ce qui concerne les paramètres métaux, HCT et PCB ;
- l'exposition par inhalation de composés volatils (gaz issus des sols et des eaux souterraines : BTEX et COHV).

Elle conclut à un risque acceptable.

g) Effets sur la biodiversité

Les inventaires floristiques et faunistiques réalisés par le cabinet BIOTOPE entre mai 2011 et janvier 2012 ont mis en évidence la présence d'espèces faunistiques protégées.

Dans le cadre du projet de carrière une part importante des habitats d'espèces sera détruite.

L'évaluation des impacts met en évidence un impact jugé :

- fort pour l'Oedipode aigue-marine, le Vanneau huppé et l'OEdicnème criard,
- moyen en ce qui concerne les insectes : le Criquet gaulois, la Decticelle carroyée et la Grisette et les oiseaux : le Tadorne de Belon , la Bergeronnette printanière et le Petit gravelot,
- modéré, notamment pour le Léopard des murailles.

Mesures d'évitement / réduction des impacts et mesures compensatoires

Les mesures d'évitement et de réduction suivantes seront mises en œuvre durant la période d'exploitation :

- Ajustement temporel de la destruction des habitats du Léopard des murailles (en fin d'été lorsque la reproduction est terminée) ou déplacement ;
- Préservation des nichées d'oiseaux (décapage réalisé soit hors saison de reproduction des oiseaux soit après vérification de l'absence de nid) ;
- Limitation de l'emprise et préservation des secteurs d'intérêt pour le Tadorne de Belon en marge des travaux ;
- Maintien des continuités écologiques (mise en place de clôtures à larges mailles).

Des mesures compensatoires sont prévues pour les effets qui ne pourront être évités ou réduits du fait de la vocation future de la zone.

Un projet écologique rassemble sur la partie Nord de la carrière de la société Triel-Granulats l'ensemble des mesures compensatoires liées aux aménagements des différents porteurs de projets du secteur (SIAAP, Triel Granulats, EPAMSA, EPFY, CA2RS, GSM-Lafarge).

Les mesures compensatoires consistent en :

- la restauration d'un habitat de friche sur 18 ha, favorable au cortège des oiseaux des milieux ouverts et semi-ouverts, au Vanneau huppé et au Petit gravelot, et aux insectes (Grillon d'Italie, Oedipode turquoise, Demi-deuil, Grisette, OEdipode aigue-marine, Decticelle carroyée, Criquet gaulois) ;
- la création d'une haie pluristratifiée, favorable aux oiseaux ;
- la création d'habitats de substitution pour l'avifaune nicheuse (Tadorne de belon et Hirondelle des rivages) ;
- la recréation d'habitats de substitution pour le Léopard des murailles.

A l'issue des travaux de mise en œuvre des mesures compensatoires, la gestion du site sera confiée à la CA2RS qui s'est engagée par délibération du 15 mars 2013 à assurer la maîtrise d'ouvrage permettant la gestion durable de la future zone d'intérêt écologique pour une durée minimum de 30 ans.

Commentaire de l'inspection : Un dossier de demande de dérogation à la protection des espèces protégées a été déposé par les pétitionnaires. Les impacts de l'exploitation concernant essentiellement la faune et semblent correctement

identifiés. Toutefois, les mesures compensatoires proposées, qui à ce stade semblent suffisantes, seront soumises à l'appréciation de la commission nationale de protection de la nature (CNNP).

h) Impact sur le trafic routier

Les matériaux extraits sur la carrière seront acheminés par bande transporteuse jusqu'aux installations de traitement. Le trafic de camions sera essentiellement dû aux apports de matériaux de remblais et n'augmentera pas par rapport à la situation actuelle, puisque l'exploitation de la carrière des Trois Cèdres se substituera à celle de Triel Granulats, dont le réaménagement nécessite aujourd'hui des apports de remblais.

i) Remise en état du site

Au terme de l'exploitation de la carrière, le site se présentera sous la forme d'une zone plane située à la cote des terrains actuels.

Les parcelles seront restituées à l'EPFY (propriétaire des terrains) et leur gestion confiée à l'EPAMSA dans le cadre de la ZAC Ecopôle.

Les pétitionnaires précisent que compte-tenu de la présence de sols pollués confinés, des restrictions d'usage seront établies et communiquées aux futurs acquéreurs dans l'acte de vente par le propriétaire, conformément à l'article L 514-20 du Code de l'environnement.

L'objectif est triple :

- informer l'acquéreur du terrain de l'existence de risques résiduels,
- encadrer la réalisation de travaux en fixant si besoin des précautions préalables à des travaux ultérieurs, afin de garantir la protection de l'environnement et de la santé des personnes,
- pérenniser l'information.

Dans le cas présent, les restrictions d'usage concernent notamment :

- l'interdiction d'utiliser l'eau de la nappe pour l'alimentation en eau potable,
- l'interdiction de cultiver des jardins potagers et de planter des arbres fruitiers,
- l'obligation de procéder à la réalisation d'une étude de risques pour le personnel réalisant des travaux d'aménagement et les futurs usagers.

j) Capacités techniques et financières

Les sociétés GSM et Lafarge disposent de l'expérience et des capacités techniques et financières nécessaires à l'exploitation et au réaménagement de carrières de roches meubles ou massives et pour élaborer des granulats destinés à la construction et aux travaux publics.

La société GSM est une filiale de Italcementi Group dont les chiffres à fin 2012 sont les suivants :

- est implanté dans 22 pays,
- emploie 19 000 salariés et a réalisé un chiffre d'affaires de 4,5 milliards d'euros,
- possède 53 cimenteries, 115 carrières et 449 centrales à béton,
- occupe la 5e place des cimentiers au niveau mondial.

Le Groupe Lafarge occupe dans le monde une position de premier plan dans chacune de ses branches : n°1 du ciment, n°2 des granulats, n°3 du béton et du plâtre. Depuis janvier 2011, le Groupe est présent dans 78 pays, avec 76 000 collaborateurs répartis sur 1 963 sites de production. En 2010, il a réalisé un chiffre d'affaires de 16,2 milliards d'euros.

Le granulat est une des activités majeures du groupe Lafarge. En 2009, le groupe a en effet vendu près de 200 millions de tonnes de granulats à travers le monde. En 2011, la branche Granulats du Groupe Lafarge représente 579 carrières exploitées et 1 139 centrales à béton réparties dans 36 pays.

k) Garanties financières

La durée d'autorisation sollicitée est de 10 ans divisée en deux périodes. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de celle-ci. La formule de calcul utilisée est celle relative aux carrières à ciel ouvert en référence à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié.

Les montants de référence des garanties financières, exprimés en Euro TTC ci-dessous, calculés avec l'indice TP 01 de février 2013 = 706,5 sont :

	Phase 1 0-5 ans	Phase 2 5-10 ans
S1 (ha)	5,4	6,03
S2 (ha)	7,8	11,94
L (m)	750	1450
Montant des garanties financières €	441196	651771

C = Montant des garanties financières pour la période considérée
 $C = \alpha (S1C1 + S2C2 + LC3)$

$$\alpha = \frac{I_r \cdot (1+TVAr)}{I_0 \cdot (1+TVA0)} = \frac{706,5}{616,5} \cdot \frac{(1+0,196)}{(1+0,196)}$$

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remise en état.

L (en m) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Coûts unitaires (TTC) :
 C1 : 15 555 euros/ha
 C2 : 34 070 euros/ha
 C3 : 47 euros/ha

3. Étude de dangers

3.1. Identification des principaux risques liés à l'exploitation

Les pétitionnaires ont réalisé une recherche de l'accidentologie pour les carrières similaires à celle du projet dans la base de données BARPI ((Bureau d'Analyses des Risques et Pollutions Industriels) qui recense en France 26 accidents entre 2002 et 2011.

Les pétitionnaires précisent, au regard du nombre total de sites d'extraction autorisés sur le territoire national (de l'ordre de 3 000) et des 26 accidents répertoriés sur 10 années, que ce type d'activité est très faiblement accidentogène.

La majeure partie des accidents survenus en carrière concerne des rejets de matières dangereuses ou polluantes et des incendies.

Les principaux risques induits par la future carrière seront les suivants:

- Risque d'incendie sur un engin ou au niveau de la bande transporteuse (court-circuit),
- Risque de pollution accidentelle des eaux et des sols (déversement d'hydrocarbures),

- Risque d'explosion lié à la présence d'une canalisation de gaz le long de la RD 190.

3.2. Réduction du risque

Des mesures seront prises pour limiter les risques présentés par l'installation, en particulier :

- Pour le risque de pollution des eaux et des sols : absence de stockage d'hydrocarbures (huiles ou carburant) ou de déchets sur le site ;
- Pour le risque incendie : entretien régulier des engins et présence d'extincteurs en nombre suffisant, contrôlés annuellement ;
- Pour le risque d'explosion : maintien d'une distance de 40 m entre l'extraction et la canalisation de gaz conformément aux recommandations de GRTgaz.

4. Résumés non techniques

Le résumé non technique de l'étude d'impact présente de manière claire et concise l'environnement du site, l'état initial et les impacts temporaires et permanents sur l'environnement et la santé.

Le résumé non technique de l'étude de dangers présente la méthodologie employée, les différents phénomènes dangereux et les mesures de prévention et de protection mises en œuvre.

5. Consultation et enquête publique

5.1. Enquête publique

L'enquête publique a été engagée par arrêté préfectoral du 11 mars 2014. Elle a été conduite par M. Patrice KOLIVANOFF en qualité de commissaire enquêteur. Les communes de Carrières-sous-Poissy, Triel-sur-Seine, Achères, Andrésey, Chanteloup-les-Vignes, Medan, Morainvilliers, Orgeval, Poissy, Saint-Germain-en-Laye, Verneuil-sur-Seine, Vernouillet et Villennes-sur-Seine étaient concernées.

Cette enquête s'est déroulée du 22 avril au 28 mai 2014 inclus. Six demi-journées ont été consacrées à la réception du public : trois demi-journées en mairie de Carrières-sous-Poissy et trois demi-journées en mairie Triel-sur-Seine. Au cours de ces permanences, le dossier de demande d'autorisation d'exploiter constitué par les sociétés GSM et Lafarge a été tenu à la disposition du public.

A la clôture de l'enquête, le registre comporte 18 contributions portées directement sur le registre ou adressées à monsieur le commissaire enquêteur soit par courrier soit par messagerie électronique. Ces contributions proviennent d'associations de protection de l'environnement et de certains habitants des communes de Villennes-sur Seine, de Triel-sur-Seine et de Carrières-sous-Poissy.

Les observations formulées ont porté majoritairement sur le trafic routier, la gestion des terres polluées et sur les remblais qui seront utilisés pour la remise en état de la carrière.

Les sociétés GSM et Lafarge ont produit un mémoire en réponse aux observations émises au cours de l'enquête publique dont les compléments d'informations ont été repris par le commissaire enquêteur dans son rapport.

L'ensemble des observations évoquées ci-dessus fait l'objet de prescriptions dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

5.2. Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la demande présentée par les sociétés GSM et Lafarge en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière de granulats sur les territoires des communes de Carrières-sous-Poissy et Triel-sur-Seine.

L'avis du commissaire enquêteur est notamment motivé par le fait que le projet contribuera à la remise en état d'un site pollué, que l'activité est indispensable à la construction du "Grand Paris" et que les pétitionnaires font preuve de transparence notamment en proposant d'élargir, à la future carrière, le périmètre de la commission de suivi de l'environnement des installations de traitement, en y intégrant des associations locales volontaires.

Toutefois, l'avis du commissaire enquêteur est assorti d'une réserve et d'une recommandation. La réserve concerne l'implication, par l'intermédiaire d'associations locales, des riverains au contrôle des remblais en provenance de l'extérieur :

- en leur fournissant copie des analyses effectuées et des documents dont les exploitants disposeront sur la provenance des remblais,
- en donnant la possibilité à 2 ou 3 membres, maximum à la fois, d'assister aux déchargements et d'effectuer des prélèvements, quand ils le jugeront nécessaire.

La recommandation concerne la réalisation, après avoir obtenu l'autorisation des propriétaires des terrains, d'un merlon paysager le long de la piste cyclable qui longe la RD190 entre la casse auto et le merlon existant un peu plus au sud, conformément à la proposition des pétitionnaires.

Commentaires de l'inspection :

De manière à garantir la transparence sur la provenance et la qualité des remblais, le projet d'arrêté préfectoral impose aux exploitants de tenir à disposition des associations locales de protection tous documents liés à la gestion des remblais (provenance, résultats d'analyses,...). En outre, des associations locales de protection pourraient suivre l'exploitation de la carrière de manière plus générale au travers d'une commission de suivi de site qui pourrait être créée comme cela a été demandé par le public et proposé par les pétitionnaires.

En revanche, il n'est pas acceptable, pour des raisons de sécurité, d'autoriser la venue de personnes étrangères sur la carrière afin d'assister à des déchargements ou-bien d'effectuer des prélèvements.

Par ailleurs, l'engagement des pétitionnaires sur la réalisation d'un merlon paysager le long de la piste cyclable qui longe la RD190 est repris sous forme de prescription dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

Avis et délibération des conseils municipaux

Par délibération du 24 juin 2014, le Conseil Municipal de la commune de Carrières-sous-Poissy a émis **un avis favorable** à la demande d'autorisation d'exploiter sollicitée par les sociétés GSM et Lafarge.

Par délibération du 19 mai 2014, le Conseil Municipal de la commune de Poissy a émis **un avis favorable** au projet des sociétés GSM et Lafarge.

Par délibération du 27 mai 2014, le Conseil Municipal de la commune de Verneuil-sur-Seine a émis **un avis favorable** au projet des sociétés GSM et Lafarge.

Les autres conseils municipaux ne se sont pas prononcés.

Avis des services consultés

Agence Régionale de santé / Délégation territoriale des Yvelines

Par avis en date du 10 janvier 2013, l'agence régionale de santé a émis un avis favorable au projet des sociétés GSM et Lafarge sous réserve de la prise en compte de ses remarques.

L'ARS a signalé que, compte-tenu de l'élévation attendue du niveau topographique de la nappe du fait du remblaiement de la carrière, la hauteur de remblais sains devra être corrigée afin d'atteindre 50 cm au-dessus des plus hautes eaux simulées et non au-dessus des plus hautes eaux connues.

En outre, l'ARS a indiqué que l'existence d'une pollution des sols, même confinée, devra être conservée dans les archives et portée à la connaissance des futurs aménageurs du site.

Ces demandes ont été relayées aux pétitionnaires au travers du relevé des insuffisances qui leur a été adressé par courrier du 16 janvier 2013, suite à l'instruction du dossier de demande d'autorisation d'exploiter initial.

Elles ont donné lieu à une modification de la partie du dossier qui traite de l'enfouissement des terres polluées et à la production d'un courrier de l'EPFY (propriétaire des terrains) par lequel il s'engage à informer les futurs acquéreurs sur l'état des terrains, conformément à l'article L514-20 du code de l'environnement, et à mettre en œuvre des restrictions d'usages dont la forme juridique privilégiée est la Restriction d'Usage entre Parties (RUP).

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours

Par avis du 22 novembre 2012, le SDIS précise que l'étude du projet n'appelle aucune observation de sa part, en dehors de disposer d'un moyen d'alerte rapide et sûr en permanence sur site.

La préconisation du SDIS a été reprise sous forme de prescription dans le projet d'arrêté préfectoral joint.

La Direction Départementale des Territoires

Par avis du 30 octobre 2012 et du 16 novembre 2012, les services de l'environnement et l'urbanisme de la Direction Départementale des Territoires précisent que le projet n'appelle aucune remarque de leur part.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles

Par avis du 16 novembre 2012, la DRAC indique que le projet est peu susceptible de porter atteinte à la conservation du patrimoine archéologique et ne formule par conséquent aucune prescription archéologique.

Autres avis émis

Par délibération du 23 juin 2014, la Communauté d'Agglomération 2 rives de la Seine a émis **un avis favorable** au dossier déposé par les sociétés GSM et Lafarge pour l'ouverture d'une carrière de granulats.

Les CHSCT des sociétés GSM et Lafarge ont émis **un avis favorable** au projet de création de carrière respectivement le 26 juin 2014 et le 27 juin 2014.

5. Avis de l'inspection sur le caractère acceptable du projet

L'ensemble des éléments du dossier, les moyens proposés par le demandeur, ainsi que le respect des prescriptions proposées semblent suffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Au regard de ce qui précède l'inspection des installations classées propose de conditionner l'autorisation au respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

6. Conclusion et propositions

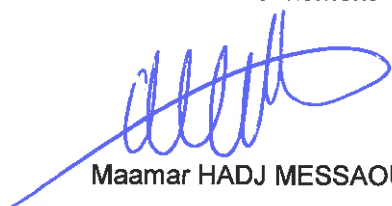
Considérant les éléments fournis par les pétitionnaires, les éléments recueillis au cours de l'enquête publique, et les différents avis des services de l'Etat, l'inspection des

installations classées constate que les dangers et inconvénients de la demande d'autorisation d'exploiter sollicitée par les sociétés GSM et Lafarge, peuvent être prévenus par les prescriptions en annexe au présent rapport, et peuvent conduire, conformément à l'article L512-1 du code de l'environnement, à l'octroi de l'autorisation d'exploitation pour une durée de 10 ans.

Nous soumettons à l'avis des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites conformément aux articles R.512-25 et R.512-26 du code de l'environnement le projet d'arrêté préfectoral fixant les conditions dans lesquelles l'autorisation d'exploiter la carrière pourrait être délivrée.

RÉDACTEUR

L'Inspecteur
de l'Environnement



Maamar HADJ MESSAOUD

VÉRIFICATEUR

L'Inspecteur
de l'Environnement



Fabrice PAGE

APPROBATEUR

Pour le Directeur et par
délégation, le Chef de l'Unité
Territorial des Yvelines



Henri KALTEMBACHER

VU le Code de l'Environnement,

VU le code minier,

VU le code du patrimoine et spécialement les dispositions du livre V, titre II, relatives à l'archéologie préventive,

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,

VU l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

VU le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France approuvé le 27 décembre 2013,

VU le Schéma Départemental des Carrières pour les Yvelines approuvé le 22 novembre 2013,

Vu la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la demande du 22 octobre 2012 complétée le 2 juillet 2013, par laquelle les sociétés GSM et Lafarge Granulats Seine Nord sollicitent l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire des communes de Carrières-sous-Poissy et Triel-sur-Seine,

Vu l'avis de l'autorité environnementale du 27 septembre 2013,

VU les avis exprimés au cours de la consultation administrative, notamment celui de l'Agence Régionale de Santé, celui du Service d'Incendie et de Secours et celui de la Direction Départementale des Territoires (service environnement),

VU l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique du 11 mars 2014,

VU les avis exprimés au cours de l'enquête publique,

VU le rapport, les conclusions et l'avis favorable motivé du commissaire enquêteur en date du 30 juin 2014,

VU les éléments fournis par les pétitionnaires en réponse aux observations formulées par les services de l'Etat et les conseils municipaux des communes concernées par la procédure d'enquête publique,

VU l'avis et les propositions du directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile de France en date du XXXXXXXXXX,

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites émis lors de sa réunion du XXXXXXXXXX,

Considérant que les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement sont garantis par l'exécution des prescriptions spécifiées par le présent arrêté,

Considérant que les conditions d'exploitation et de réaménagement qui sont imposées sont de nature à éviter les risques et nuisances inhérents à une telle activité et à protéger l'environnement,

Considérant les capacités techniques et financières des demandeurs,

Considérant que les dispositions prévues par les pétitionnaires permettront d'exploiter au mieux le gisement avant l'aménagement de la zone,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER

Article I-1 : Autorisation

Les sociétés GSM et Lafarge Granulats France, dont les sièges sociaux sont situés respectivement à "Les Technodes" sur la commune de Guerville (78931) et 2, avenue du Général De Gaulle à Clamart (92140), sont autorisées à exploiter de façon conjointe et solidaire une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires sur le territoire des communes de Carrière-sous-Poissy et de Triel-sur-Seine (site des trois cèdres), sur une superficie d'environ 27 hectares, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Article I-2 : Rubriques de classement au titre des installations classées

L'exploitation de cette carrière relève de la rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée dans le tableau ci-dessous :

<i>Libellés des rubriques</i>	<i>Désignation des installations</i>	<i>N° de la nomenclature</i>	<i>Régime AS, A, D, NC</i>	<i>Volume ou tonnage maximal autorisé</i>
Exploitation de carrière	Carrière d'une superficie de 27 ha 63 a 63 ca	2510-1	A	400 000 m³/an ou 800 000 t/an

A (autorisation)

Article I-3 : Caractéristiques de la carrière

- **durée de l'autorisation :**

L'autorisation est accordée pour une durée de **10 années** à compter de la notification du présent arrêté.

- **périmètre de l'autorisation :**

Un plan cadastré précisant le périmètre de l'autorisation est joint en annexe au présent arrêté.

- **Tonnage d'extraction :**

Le volume maximal annuel de sables et graviers extrait est de 400 000 m³.

- **Horaires d'activités :**

L'exploitation de la carrière est autorisée les jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 7h à 19h.

- Références cadastrales:

L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire sur les parcelles suivantes :

Commune	Section	Lieu-dit	Numéro	Surface cadastrale	Surface concernée par la demande
Carrières-sous-Poissy	AR	Les Bouveries	1	2 ha 07 a 60 ca	2 ha 07 a 60 ca
		Les Bouveries	2	52 a 40 ca	52 a 40 ca
		Les Bouveries	3	1 ha 88 a 40 ca	1 ha 88 a 40 ca
		Les Bouveries	4	9 ha 97 a 00 ca	9 ha 97 a 00 ca
		Les Bouveries	16	11 a 05 ca	11 a 05 ca
		Les Bouveries	17	3 a 41 ca	3 a 41 ca
		Les Bouveries	18	25 a 98 ca	35 a 98 ca
		Les Bouveries	20	12 a 65 ca	12 a 65 ca
		Les Bouveries	21	2 ha 00 a 87 ca	2 ha 00 a 87 ca
		Les Basses Blanchardes	150	32 a 27 ca	32 a 27 ca
		Les Basses Blanchardes	151	3 ha 54 a 20 ca	3 ha 54 a 20 ca
		Les Bouveries	247	5 a 10 ca	5 a 10 ca
		Les Bouveries	248	63 a 03 ca	63 a 00 ca
		Les Bouveries	268	39 a 12 ca	39 a 12 ca
		Les Blanchardes	271 pp	4 a 70 ca	3 a 96 ca
		Chemin rural des Blanchardes n° 16		-	12 a 62 ca
		Chemin rural des Grandes terres n° 17		-	6 a 72 ca
		Chemin rural des Bouveries n° 18		-	45 a 46 ca
		Chemin rural des Moines n° 19		-	4 a 44 ca
Triel-sur-Seine	BK	Les Bouveries	20 pp	5 ha 63 a 44 ca	4 ha 87 a 38 ca
Surface totale					27 ha 63 a 63 ca

Surface totale autorisée pour la carrière : 27,6363 ha

Lorsqu'il a connaissance d'un remembrement ou d'une modification cadastrale affectant les parcelles ci –dessus, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées par courrier.

Article I-4 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article II-1 : Conformité aux dossiers

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté ainsi que des réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités remis en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impact, aux plans d'exploitation et de remise en état, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

Article II-2 : Modifications

Toute modification apportée à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

Article II-3 : Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses des effluents liquides ou gazeux, des remblais ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations.

Le laboratoire agréé, la personne ou l'organisme qualifié est proposé par les exploitants et validé par l'inspection des installations classées. Tous les frais occasionnés sont supportés par l'exploitant.

Article II-4 : Accidents et incident

Les exploitants sont tenus de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait des travaux. Ils précisent sous 15 jours maximum dans un rapport, les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article II-5 : Cessation d'activité

L'extraction doit cesser à une date permettant l'exécution des travaux de réaménagement final du site au plus tard six mois avant l'échéance de la présente autorisation.

L'exploitant adresse au préfet, au moins six mois avant la date de fin des travaux, la notification d'arrêt définitif prévue dans le code de l'environnement.

La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comportent, notamment :

- L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site;
- Les interdictions ou limitations d'accès au site ;

- La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- La surveillance des effets de l'installation sur son environnement .

En outre, les exploitants placent le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Article II-6 : Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant des installations visées par le présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

Le dossier de demande adressé au préfet comprend notamment :

- une demande signée conjointement par le cessionnaire et les cédants,
- les documents établissant les capacités techniques et financières du cessionnaire,
- la constitution des garanties financières par le cessionnaire,
- l'attestation du cessionnaire du droit de propriété ou d'utilisation des terrains.

Article II-7 : Utilisation du gisement

Article II-7

Les travaux d'exploitation de la carrière doivent respecter, outre les intérêts énoncés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, les contraintes et les obligations nécessaires à la bonne utilisation du gisement et à sa conservation, notamment en ce qui concerne les techniques d'exploitation.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES

Section 1 : Aménagements du site

Article III-1 : Information du public

Les exploitants mettent en place et maintiennent sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents leur identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse des mairies où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article III-2 : Bornage

Les exploitants sont tenus de placer :

1. des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ainsi que son phasage de remise en état,
2. des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones remises en état.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article III-3 : Circulation à l'intérieur de la carrière

Les exploitants fixent les règles de circulation applicables à l'intérieur du périmètre autorisé. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (information, panneaux de signalisation,...). La vitesse des engins est limitée à 30 km/h.

Article III-4 : Prévention des salissures aux accès routiers au site

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il n'aggrave pas la situation de risque pour la sécurité publique.

De manière générale, les allées et venues de camions sur la carrière ne doivent pas générer d'apports de boues sur la RD190.

En outre, un dispositif de nettoyage des roues de camions efficace est installé en sortie de carrière, suivi d'une portion de piste en matériaux durs (béton ou enrobé bitumineux...) avant l'accès au réseau routier public. Cette portion de piste est maintenue propre à tout moment.

Article III-5 : Notification de la constitution des garanties financières

Dès la mise en activité de l'installation, subordonnée à la réalisation des prescriptions mentionnées aux articles III-1 à III-4 ci-dessus, les exploitants transmettent au préfet un document attestant la constitution des garanties financières ainsi que le plan de bornage. Ces documents valent déclaration de début d'exploitation et mise en service de l'installation au sens de l'article R514-3-1 du Code de l'Environnement. L'obligation de constitution des garanties financières s'applique de manière indépendante à chaque co-exploitant et porte sur l'ensemble du site.

Section 2 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert

Article III-6 : Phasage de l'exploitation

L'exploitation de la carrière est conduite suivant les plans prévisionnels de phasage, dont copies sont jointes en annexe du présent arrêté.

Article III-7 : Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Article III-8 : Patrimoine archéologique

Les bénéficiaires de l'autorisation prendront les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique.

En particulier, les emprises autorisées à l'exploitation seront soumises à la redevance d'archéologie préventive et pourront faire l'objet d'un diagnostic archéologique préalablement au décapage de la terre végétale.

En fonction des résultats de ce diagnostic, une fouille préventive sera ou non prescrite ; dans le cas d'une prescription de fouille, la poursuite de l'exploitation du secteur concerné sera subordonnée à l'achèvement de l'intervention archéologique.

Article III-9 : Épaisseur d'extraction

L'épaisseur maximale d'extraction est de 12,20 mètres. Aucune extraction n'est autorisée au-dessous de la cote de 13 mNGF.

Article III-10 : Technique d'exploitation

L'exploitation consiste en un décapage des terres de découvertes, l'extraction des matériaux, l'évacuation des matériaux extraits puis la remise en état coordonnée.

L'utilisation d'explosifs est interdite.

Article III-11 : Élimination des produits polluants

Les déchets et produits polluants résultants de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à la fin de l'exploitation.

Article III-12 : Stockage des terres de découverte

De manière générale, les stockages de stériles inertes et de terres sont réalisés, gérés et entretenus de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.

Les exploitants assurent un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés et établissent un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaires correspondantes.

Les terres de découverte sont décapées de manière sélective selon trois catégories :

- les terres dites inertes (terres impactées par des polluants : métaux et/ou PCB et/ou hydrocarbures dont les seuils ne dépassent pas les valeurs limites fixées à l'article III-14 ci-après),
- les terres non inertes lixiviables (terres impactées par des polluants mobilisables par l'eau),
- les terres non inertes non lixiviables.

Les terres inertes et non inertes non lixiviables sont stockés en merlons. Une végétalisation ou un maintien d'une humidité superficielle des stocks temporaires ou tout autre moyen équivalent est mis en place de manière à limiter les envols de poussières.

Les matériaux non inertes lixiviables sont stockés en merlons encapsulés dans une géomembrane étanche.

Lors du stockage de ces terres, des précautions particulières sont prises pour en limiter l'accès au personnel de la carrière. Les stocks de terres de découverte sont dûment répertoriés et localisés, ils sont distincts des autres matériaux à stocker sur le site.

La hauteur des stocks de terres est limitée à 6 mètres.

Article III-13 : Remblayage de la carrière

Article III.13.1 Exigences générales sur le remblayage de la carrière

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux, ainsi qu'à la qualité du sol. Ce remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. La stabilité des terrains réaménagés est contrôlée par des tests de portance qui tiennent compte de l'usage futur connu à ce jour.

Article III.13.2 Matériaux de remblais extérieurs

Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux inertes au sens de la réglementation afférente aux installations classées pour la protection de l'environnement. Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, enrobés bitumineux etc.

Les boues de décantation argileuses en provenance des installations de traitement de granulats exploitées par les sociétés GSM et Lafarge, à proximité immédiate de la carrière, sont autorisées en remblaiement dans les emprises de la première phase d'exploitation ainsi que pour la constitution de la couverture argileuse au-dessus des terres impactées par des polluants lixiviables.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée.

Les exploitants tiennent à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les matériaux d'apport extérieur ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. Les exploitants prennent toutes dispositions pour que la personne qu'ils ont préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés en procédant aux opérations suivantes :

- déchargement des matériaux sur une zone plane et stabilisée à une distance minimale de 5 m du bord de la fouille ,
- vérification de la conformité du chargement avec le bordereau de suivi,
- contrôle visuel de la nature des matériaux apportés.

A l'issue de cette vérification, soit les exploitants autorisent la mise en remblai, soit ils font recharger les matériaux indésirables et l'indiquent sur le registre précité.

Le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par les exploitants ou leur préposé.

A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont la nature est reconnue non conforme aux prescriptions de cet article, après le départ du véhicule, peuvent être stockés sur une aire de dépôt tampon pendant une durée au plus égale à 48 heures. Ils sont ensuite évacués vers des centres de traitement dûment autorisés. Ces différentes opérations également sont tracées dans le registre.

Article III.13.3 Remblaiement de la carrière avec les terres polluées issues du site

Le remblaiement avec les terres polluées issues du site respecte les schémas de principe du document intitulé "Confinement des terres polluées", annexé au présent arrêté.

Le mode opératoire est le suivant :

1. remblaiement avec des matériaux d'apport extérieur inertes jusqu'à un niveau supérieur de 50 cm minimum au-dessus du niveau des hautes eaux de la nappe modélisée par l'étude hydrogéologique Burgeap ;
2. mise en place des terres polluées ;
3. mise en place d'une couche d'argile de 10 cm d'épaisseur ainsi qu'un grillage avertisseur au dessus des terres dont les polluants sont lixiviables ; la surface de la couverture d'argile est étendue de part et d'autre des surfaces d'enfouissement d'une longueur minimale de 5 m ;
4. mise en place d'une couche de recouvrement d'épaisseur minimale 80 cm, composée à nouveau de matériaux inertes extérieurs, jusqu'à la cote du terrain naturel.

L'ensemble des obligations visées ci-dessus est vérifié par des relevés géomètres au même titre que la côte finale des terrains remblayés.

L'ensemble des relevés géomètres fait partie des plans de remise en état du site.

Les terres polluées sont enfouies conformément au plan de localisation annexé au présent arrêté.

Compte tenu du remblaiement de la carrière en partie avec des terres polluées, les exploitants justifient, au plus tard 6 mois avant l'échéance de la présente autorisation, de l'inscription au registre foncier de l'acte qui formalise les restrictions d'usages demandées par le propriétaire des terrains et toute partie prenante.

Article III-14 : Analyse des matériaux de remblais

Outre les contrôles réalisés à l'initiative des exploitants, des contrôles sont réalisés de manière inopinée par un organisme désigné par eux à une fréquence semestrielle.

Ce contrôle comprend les éléments suivants :

- vérification sur les arrivages des bordereaux de suivi et de la conformité du chargement à ce bordereau,
- réalisation d'un contrôle visuel et olfactif après déchargement,
- réalisation de 3 prélèvements sur les matériaux arrivant pendant une demi-journée,
- réalisation d'analyses, sur les 3 prélèvements précédents, portant sur les paramètres mentionnés ci-après :

1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

Paramètre	Valeur limite à respecter en mg/kg de matière sèche
Arsenic	0,5
Baryum	20
Cadmium	0,04
Chrome total	0,5
Cuivre	2
Mercure	0,01
Molybdène	0,5
Nickel	0,4
Plomb	0,5
Antimoine	0,06
Sélénium	0,1
Zinc	4
Chlorure (****)	800
Sulfate (****)	1 000 (**)
Fluorure	10
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (***)	500
FS (fraction soluble) (****)	4 000

(**) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S=0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S=10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S=0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S=10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(***) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

(****) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

Paramètre	Valeur limite à respecter en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (**)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50
(**) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.	

En cas de caractéristiques d'un matériau présentant une anomalie, le laboratoire peut prendre l'initiative de réaliser des analyses sur brut et sur lixiviation sur d'autres paramètres que ceux visés ci-dessus. Dans la sélection des échantillons analysés, le laboratoire prend en considération les caractéristiques organoleptiques des matériaux, leur origine et l'importance des chantiers dont ils proviennent.

En cas de dépassement des valeurs limites prescrites ci-dessus, le chargement incriminé est recherché et évacué vers un centre de traitement autorisé à le recevoir.

Les exploitants communiquent à l'inspection des installations classées leur analyse de l'incident, ces conséquences pour l'environnement ainsi que leurs propositions de mesures correctives.

Les exploitants tiennent à disposition des associations locales de protection tous documents liés à la gestion des remblais (provenance, résultats d'analyses,...).

Article III-15 : Remise en état du site

Les exploitants sont tenus de remettre en état le site affecté par leur activité, tel que décrit dans leur dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Les opérations d'exploitation et de remise en état coordonnées sont réalisées conformément aux plans de phasage et de remise en état annexés au présent arrêté.

L'obligation de remise en état concerne également les parcelles ou parties de parcelles des pistes de transport, bien que celles-ci ne soient pas exploitées pour en extraire des granulats.

La remise en état finale du site doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état du site comprend notamment :

- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures et infrastructures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- en fin d'exploitation, la valorisation ou l'élimination de tous les produits polluants et déchets vers les installations dûment autorisées à cet effet ;
- le raccordement des terrains remblayés au terrain naturel, de façon harmonieuse et sans discontinuité ;
- le retour à la topographie initiale.

Les travaux de remise en état font l'objet d'un dossier de cessation d'activité remis au préfet 6 mois avant l'échéance de l'arrêté préfectoral.

La conformité des travaux de remise en état est constatée par procès-verbal de récolement établi par l'inspection des installations classées. Le procès-verbal de récolement ne peut en aucune façon être assimilé à un quitus donné à l'exploitant. Le Préfet demeure compétent pour imposer des prescriptions complémentaires s'il apparaît que les travaux réalisés s'avèrent insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Section 3 : Sécurité du public

Article III-16 : Interdiction d'accès

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation et des bassins. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé.

Article III-17 : Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations de la carrière à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Le chemin des Moines qui coupe les terrains d'emprise de la carrière à l'Est est conservé en l'état du fait de la présence d'une canalisation enterrée d'eau potable. Une distance minimale de 5 m sera conservée entre le front et la conduite.

Les mesures suivantes seront notamment prises lorsque les travaux seront réalisés sous la ligne électrique (15 000 V) qui passe dans l'angle Nord-Ouest des terrains :

- Décapage de la découverte au bull,
- Extraction du gisement au chargeur puis à la pelle mécanique (et non à la dragline),
- Maintien d'une distance de 10 m entre l'excavation et la limite d'emprise.

Une distance de sécurité de 40 m minimum est maintenue entre le bord de la fouille et la canalisation de transport de gaz qui passe le long de la RD 190. Le respect de cette distance de sécurité se traduit par l'extension de la bande non exploitée de 10 m (obligation du Règlement Générale des industries extractives) à 18 m entre le bord de fouille et la limite du site.

Section 4 : Plans

Article III-18 : Plans et information sur l'activité

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones de remblais constitués de terres polluées issues du site accompagnées des informations suivantes : catégories de terres en référence à l'article III.12 du présent arrêté, la nature de la pollution, les côtes topographiques des enfouissements ainsi que le niveau des plus hautes eaux simulées de la nappe.

Ce plan est remis à jour au moins une fois par an et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...).

Le plan et les informations visés au présent article sont adressés à l'inspection des installations classées le 1er mars de chaque année.

CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS

Article IV-1 : Dispositions générales

Les exploitants prennent les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Article IV-2 : Intégration dans le paysage

L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle des exploitants, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Un merlon paysager est réalisé en bordure de site sur le linéaire du périmètre d'exploitation qui est parallèle à la RD 190.

Article IV-3 : Pollution des eaux

IV-3-1 Prévention des pollutions accidentelles

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

- Le ravitaillement des engins est réalisé sur une aire étanche avec un dispositif de récupération des eaux muni d'un séparateur d'hydrocarbures. Le ravitaillement des engins de la carrière pourra néanmoins être réalisé sur le site d'extraction, sur une aire mobile étanche avec bac de rétention lorsque l'exploitation est éloignée de l'installation de traitement des matériaux ou compte tenu des caractéristiques particulières des engins. L'ensemble des engins est équipé de kits antipollution . Les engins sont conformes à la réglementation ;
- La réparation, l'entretien, le lavage des engins et le stockage d'hydrocarbures sont interdits sur le périmètre de la carrière ;
- Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
 - 100% de la capacité du plus grand réservoir,
 - 50% de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres ;

- Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit valorisés, soit éliminés comme déchets ;
- Tout déversement accidentel liquide susceptible de créer une pollution sur le sol ou dans l'eau doit être signalé dans les plus brefs délais à l'agence régionale de santé et à l'inspection des installations classées.

Les exploitants constituent un registre avec les fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

IV-3-2 – Rejets d'eaux pluviales dans le milieu naturel

L'eau de rejet du séparateur à hydrocarbures équipant l'aire de ravitaillement des engins fait l'objet d'un contrôle de qualité, à fréquence annuelle. Ce contrôle porte sur les paramètres suivants :

Paramètre	Concentration maximale
MEST	35 mg/l
DCO	125 mg/l
Hydrocarbures	10 mg/l
pH	Compris entre 5,5 et 8,5

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. En ce qui concerne les MES, la DCO et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Les résultats d'analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

IV-3-3 Surveillance des eaux souterraines

Trois piézomètres au moins sont implantés sur le site de la carrière (1 en amont et 2 en aval hydraulique).

L'implantation et le nombre de piézomètres sont déterminés à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique qui peut être celle fournie dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Les exploitants font procéder semestriellement au relevé des niveaux piézométriques de ces ouvrages et à des prélèvements dans la nappe.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures à minima sur les paramètres suivants : pH, conductivité, hydrocarbures, DCO et MES.

Les résultats de ces analyses sont transmis à l'inspection des installations classées le 1er mars de chaque année par les exploitants.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution non-attribuable aux activités d'épandage précédemment exercées dans la zone, les exploitants déterminent par tous les moyens utiles si leurs activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Ils informent le préfet des Yvelines du résultat de ces investigations et le cas échéant des mesures prises et envisagées.

Article IV-4 : Pollution de l'air

Les exploitants prennent les dispositions nécessaires pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Tout brûlage à l'air libre est interdit sur la carrière.

Article IV-5 : Incendie et explosion

Les engins circulant sur l'installation ainsi que la zone de ravitaillement des engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

La carrière dispose d'un moyen d'alerte rapide et sûr en permanence sur site.

Article IV-6 : Déchets

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Article IV-7 : Bruits et vibrations

L'exploitation de la carrière ne doit pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques nuisibles pour la santé du voisinage ou susceptibles de compromettre sa sécurité ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

En particulier, les tirs de mines sont interdits.

IV-7-1 Bruit

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées par la Protection de l'Environnement.

Le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existants à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Le tableau ci-dessous fixe les niveaux acoustiques limites admissibles en limite d'exploitation :

EMPLACEMENT	NIVEAU LIMITE EN dB(A)
	PÉRIODE DIURNE
Limite de la zone d'exploitation autorisée	70

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré (L_{Aeq}).

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

IV-7-2 Vibrations

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 86.23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

IV-7-3 Autres sources de bruit

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

IV-7-4 Contrôle des niveaux sonores

Les exploitants font procéder à leurs frais, par une personne ou un organisme qualifié, avant le début des travaux d'exploitation puis selon une fréquence minimale annuelle au contrôle des émergences au niveau des zones à émergence réglementée (ZER). La définition des ZER est soumise à l'approbation préalable de l'inspection des installations classées.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Les résultats des mesures de bruit effectuées au titre du présent article sont transmis à l'inspection des installations classées le 1er mars de chaque année.

Article IV-8 : Transport des matériaux

Les matériaux extraits du site sont uniquement transportés par bandes transporteuses jusqu'aux installations de traitement situées à proximité immédiate de la carrière, à l'exception de la première année d'exploitation durant laquelle des camions ou engins de chantier peuvent être utilisés.

Les matériaux de remblai sont transportés par voie routière jusqu'à la carrière. Les exploitants adaptent les phases de remblaiement de manière à limiter au maximum l'augmentation du trafic routier sur les voies de déserte de la carrière.

CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES

Article V-1 : Montant des garanties financières

La durée d'autorisation sollicitée est de 10 ans divisée en deux périodes. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de celle-ci. La formule de calcul utilisée est celle relative aux carrières à ciel ouvert en référence à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié.

Les montants de référence des garanties financières, exprimés en Euro TTC ci-dessous, calculés avec l'indice TP 01 de février 2013 = 706,5 sont :

	Phase 1 0-5 ans	Phase 2 5-10 ans
S1 (ha)	5,4	6,03
S2 (ha)	7,8	11,94
L (m)	750	1450
Montant des garanties financières €	441196	651771

C = Montant des garanties financières pour la période considérée

$$C = \alpha (S1C1 + S2C2 + LC3)$$

$$\alpha = \frac{I_r}{I_0} \times \frac{(1+TVAr)}{(1+TVA0)} = \frac{706,5}{616,5} \times \frac{(1+0,196)}{(1+0,196)}$$

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remise en état.

L (en m) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Coûts unitaires (TTC) :

C1 : 15 555 euros/ha
C2 : 34 070 euros/ha
C3 : 47 euros/m

Article V-2 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15% de l'indice TP01 sur une période inférieure à 4 ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation. Sans préjudice des dispositions de l'article V-1 ci-dessus, le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressé au préfet.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative des exploitants.

Article V-3 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article V-4 : Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues par le code de l'environnement.

Article V-5 : Appel aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté préfectoral en matière de remise en état, après intervention des mesures prévues par le code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article V-6 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières

Les exploitants fournissent au 1er mars de chaque année les valeurs maximales de S1, S2 et L3 de l'année précédente.

CHAPITRE VI : DOCUMENTS À TRANSMETTRE

Le présent chapitre récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées.

Articles	Documents	transmissions
III-13-3	Justification de l'inscription au registre foncier des restrictions d'usages	6 mois avant l'échéance de l'autorisation
III-18	Plan annuel de la carrière avec informations sur l'activité	le 1er mars de chaque année
IV-3-3	Analyses semestrielles des eaux souterraines	
IV-7-4	Contrôle des niveaux sonores avant le début des travaux d'exploitation puis tous les ans	
V-6	Suivi des garanties financières	

CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES

Article VII-1 : Annulation, déchéance

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf en cas de force majeure.

Article VII-2 : Sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L.216-6, L.216-13, L.514-1, L.514-2, L.514-3, L.514-9, L.514-10, L.514-11, L.514-12, L.514-13, L.514-14, L.514-15, L.514-18, L.541-46, L.541-47 et R.514-4 du Code de l'environnement.

Article VII-3 : Information des tiers

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée en mairies de Carrière-sous-Poissy et de Triel-sur-Seine et peut y être consultée.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins des bénéficiaires de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté préfectoral est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais des exploitants, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Le présent arrêté est inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Article VII-4 : Autres réglementations

La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables et notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, à la voirie des collectivités locales, à la lutte contre la pollution et aux découvertes archéologiques fortuites.

Article VII-5 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ANNEXE

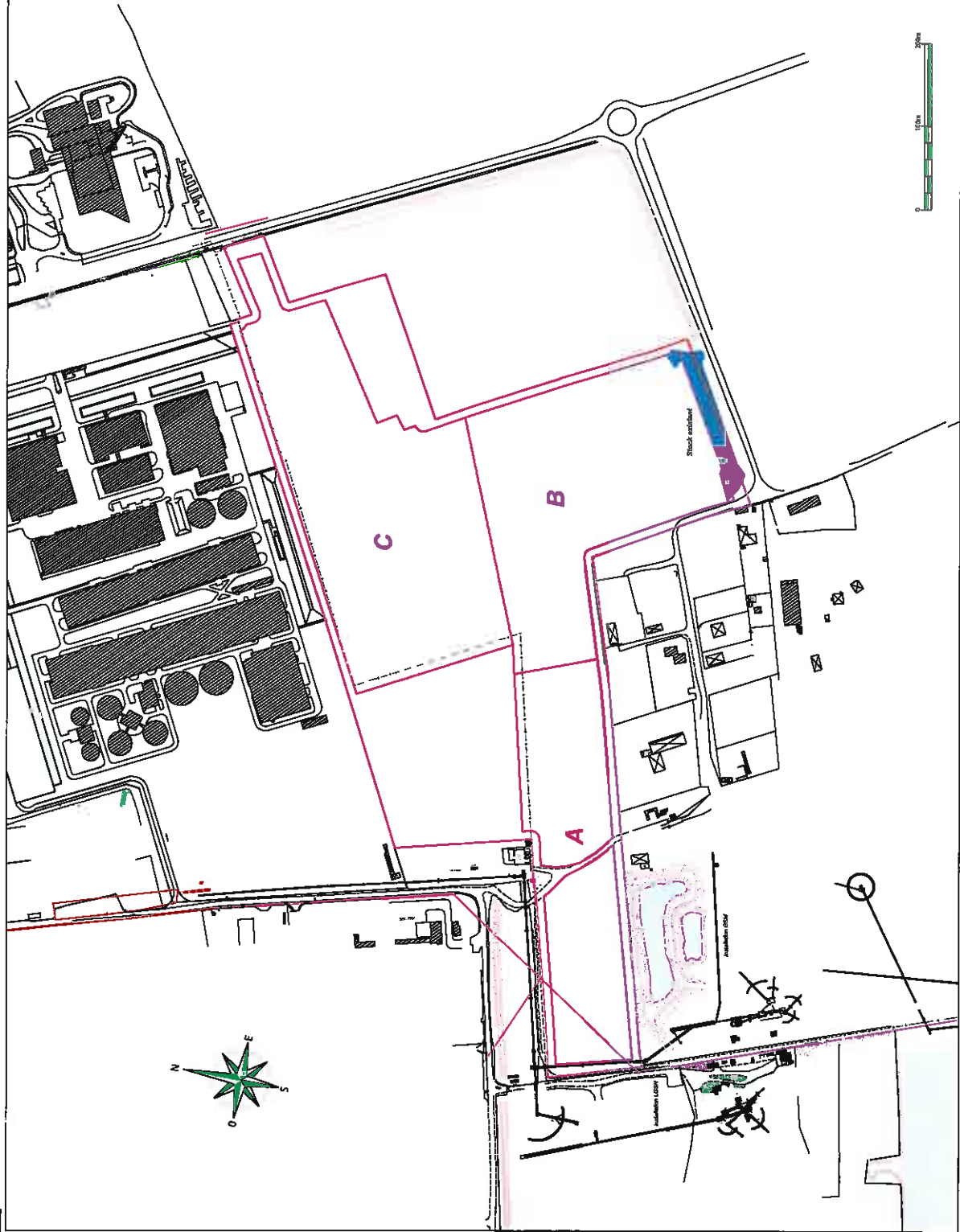
Liste des pièces jointes au présent arrêté :

- plan parcellaire au 1 /3 000 ème précisant le périmètre de la carrière,
- plans de phasage,
- plan de remise en état final de la carrière,
- plan de localisation des terres polluées au 1 /3 000 ème faisant apparaître la topographie du site,
- Schémas de confinement des terres polluées.

PLAN DE PHASAGE

Année 1

Purge des délais de recours
Préparation du chantier

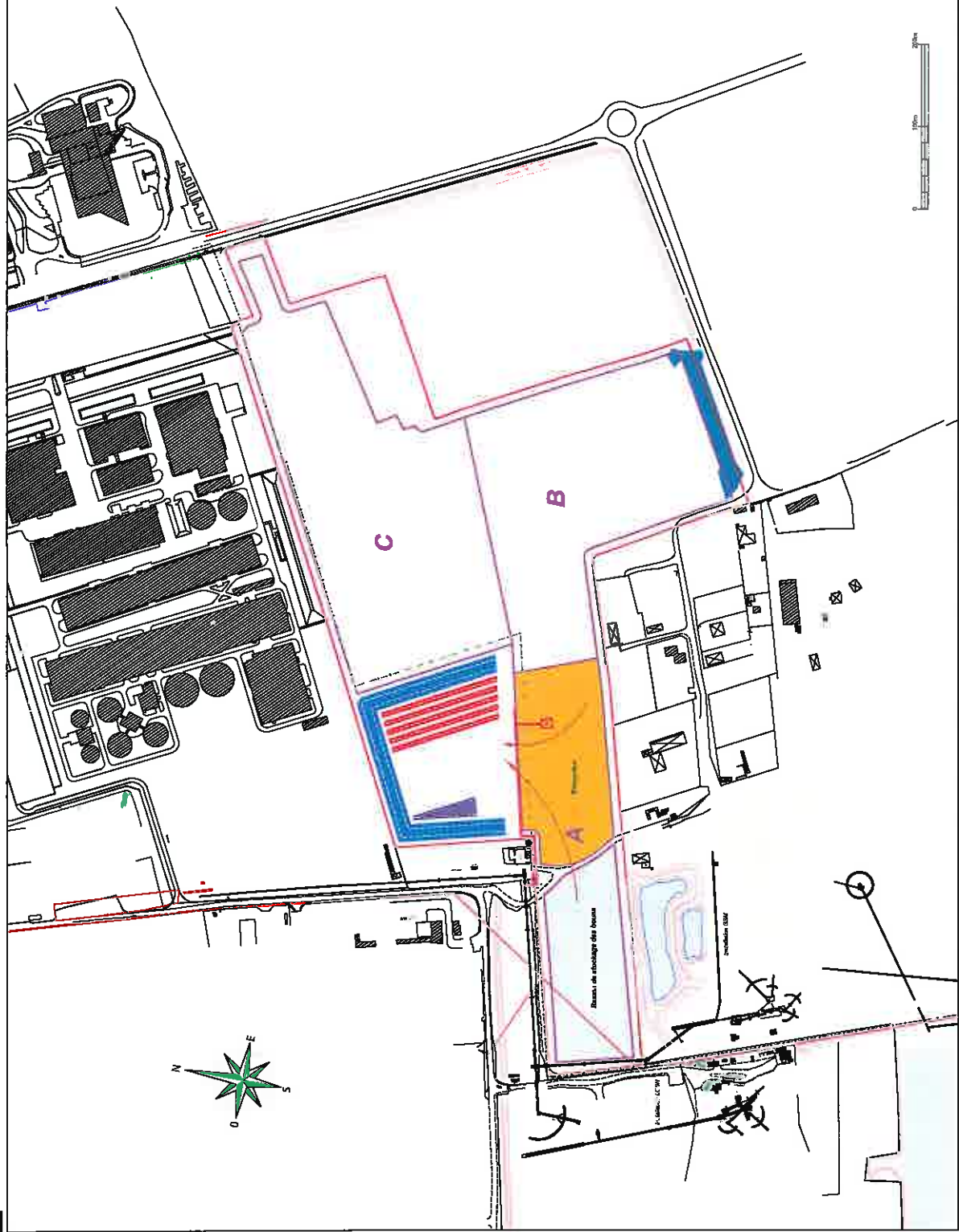


LEGENDE

- Limite de parcelle
- Limite exploitable
- Limite de phase
- Numéro de phase
- A
- Stockage des terres polluées
matériaux inertes propres
- Stockage des terres polluées
matériaux non inertes dangereux
- Stockage des terres polluées
matériaux non inertes non dangereux
- Stockage intermédiaire de terres polluées
- Confinement des terres polluées
- Zone d'habitation
- Tronçon et bandes transporteurs
- Zone de cours de remblaiement
- Circuit des apports des remblais extérieurs
- Zone réaménagée

PLAN DE PHASAGE

Carrière des Trois Cèdres
Années 2 - 3
Extraction de la Phase A

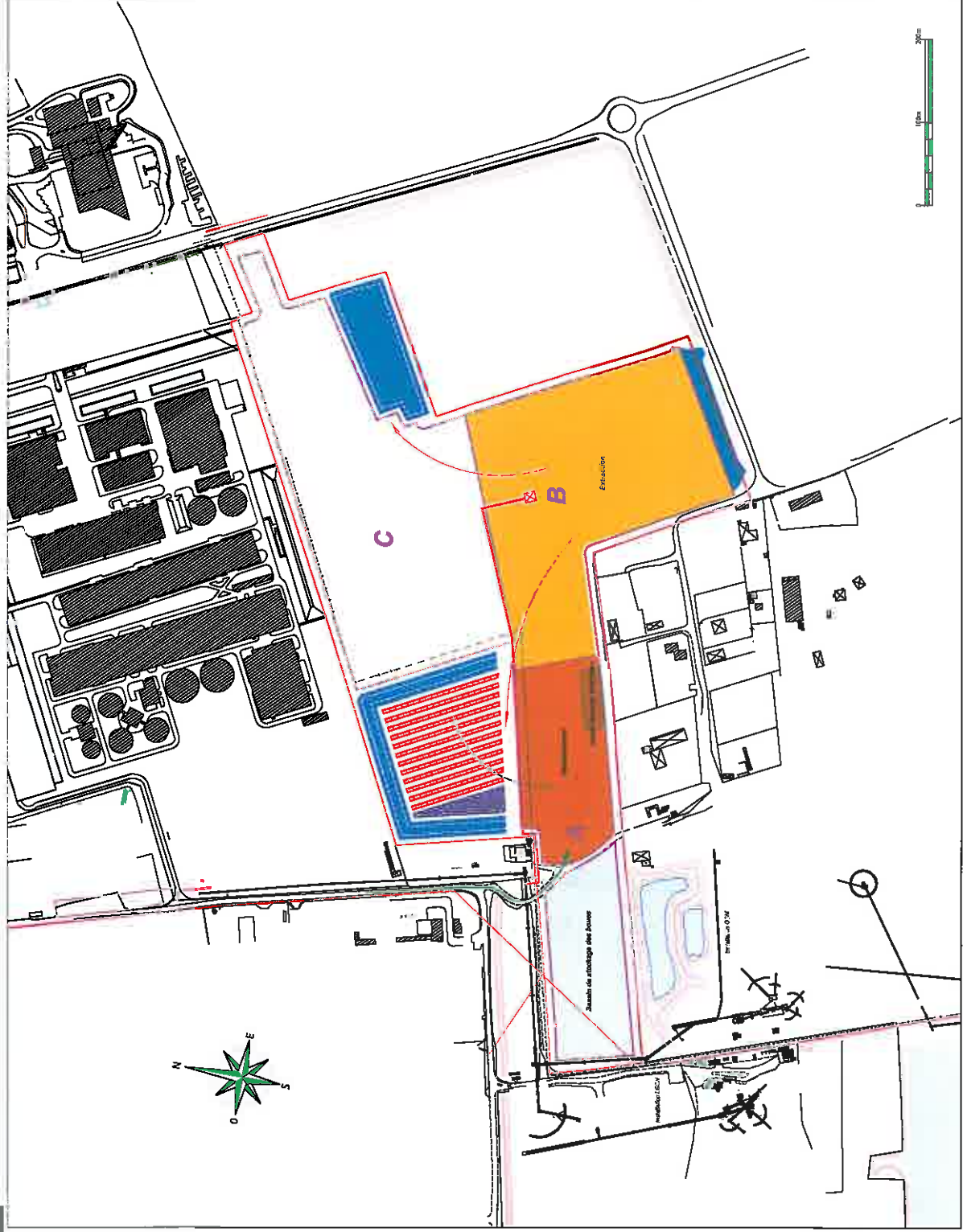


LEGENDE

- Limites du projet
- Limites exploitables
- Limites de phase
- Réseau de drainage
- A
- Stockage des terres polluées
matériaux inertes inspectés
- Stockage des terres polluées
matériaux non inertes inspectés
- Stockage des terres polluées
matériaux non inertes non inspectés
- Stockage intermédiaire de terres polluées
- Confinement des terres polluées
- Zone d'extraction
- Tronçon et bande transporteurs
- Zone en cours de ramblaiement
- Circuit des apports des remblais extérieurs
- Zone réaménagée

PLAN DE PHASAGE

Carrière des Trois Cèdres
Années 4 - 5
Extraction de la phase B
Remblaiement de la phase A

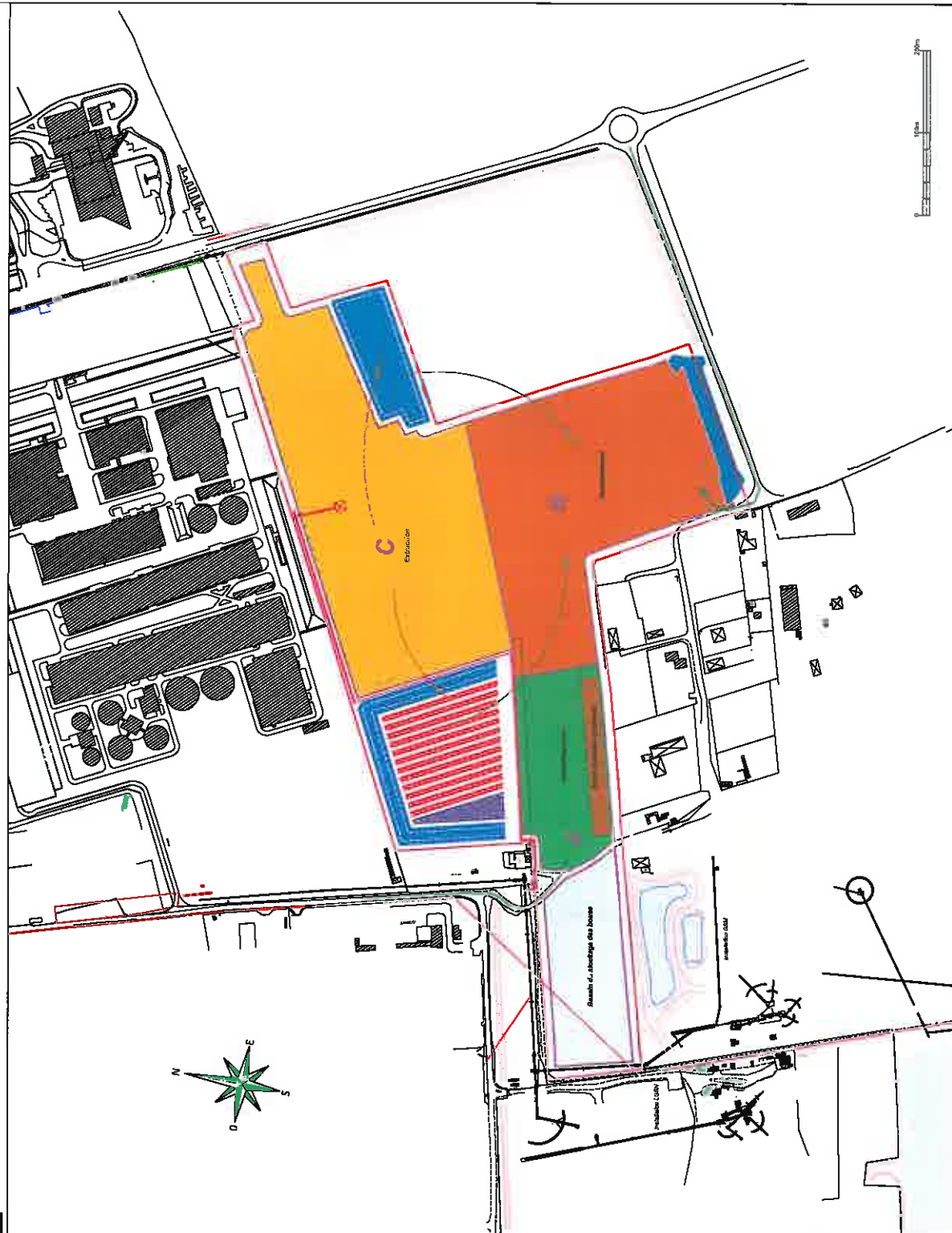


LEGENDE

- Ligne de projet
- Ligne existante
- Ligne de phase
- Nom de phase
- Nom de phase
- Stockage des terres polluées
matériau terreux impropre
- Stockage des terres polluées
matériau non terreux impropre
- Stockage des terres polluées
matériau non terreux non impropre
- Stockage intermédiaire de terres polluées
- Confinement des terres polluées
- Zone d'extraction
- Tranche et bande transportée
- Zone en cours de remblaiement
- Circuit des apports des remblais extérieurs
- Zone d'habitat

PLAN DE PHASAGE

Carrière des Trois Cèdres
Années 6 - 7
 Extraction de la phase C
 Remblaiement de la phase B
 Réaménagement de la phase A

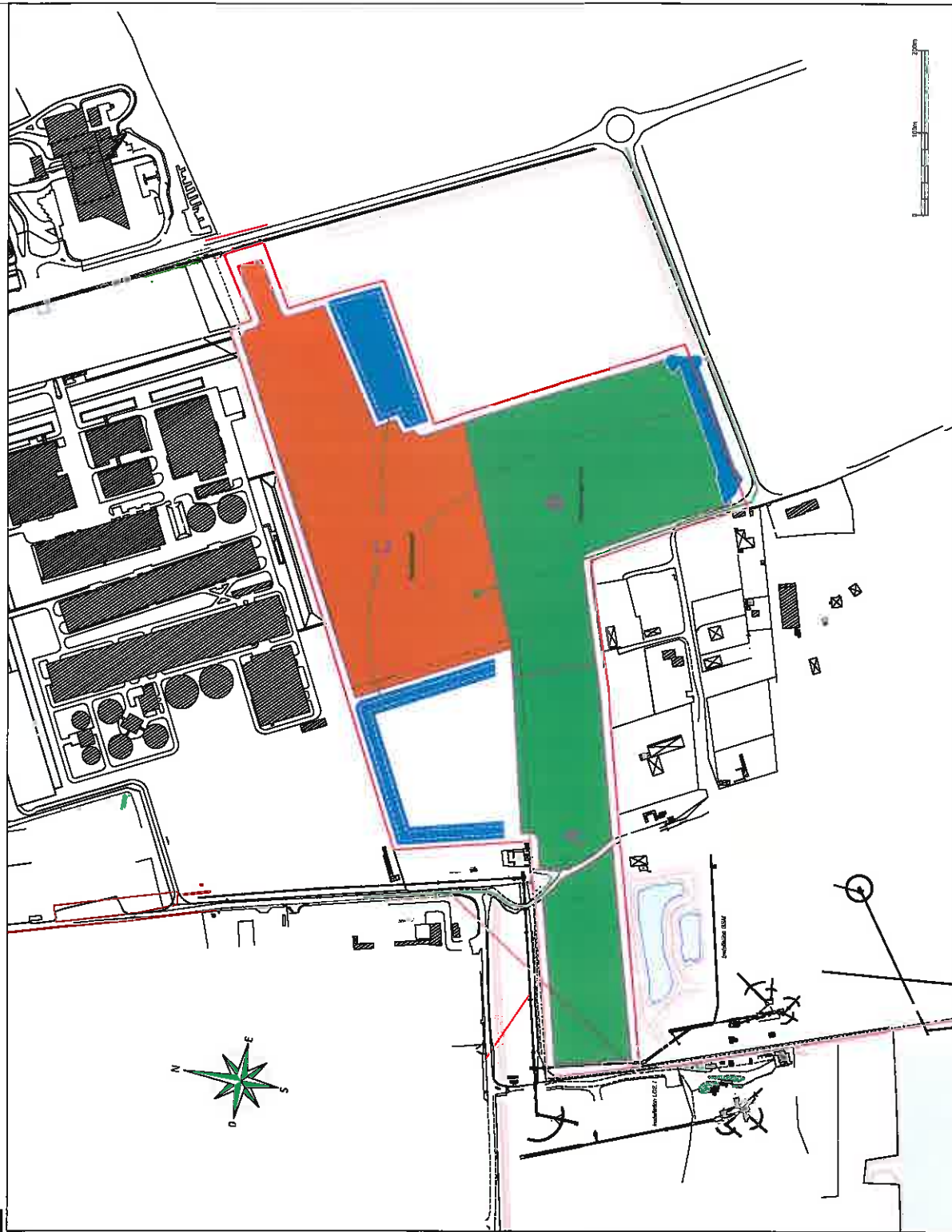


LEGENDE

- Ligne de projet
- Ligne existante
- Ligne de phase
- Numéro de phase
- A**
- Stockage des terres polluées
matériau inertiel inspecté
- Stockage des terres polluées
matériau non inspecté
- Stockage des terres polluées
matériau non inspecté
- Stockage des terres polluées
matériau non inspecté
- Stockage intermédiaire de terres polluées
- Confinement des terres polluées
- Zone d'excavation
- Trémie et bande transporteur
- Zone en cours de remblaiement
- Circuit des apports des ramblais extérieurs
- Zone d'excavation

PLAN DE PHASAGE

Carrière des Trois Cèdres
Années 8 - 9
Remblaiement de la phase C
Réaménagement de la phase B

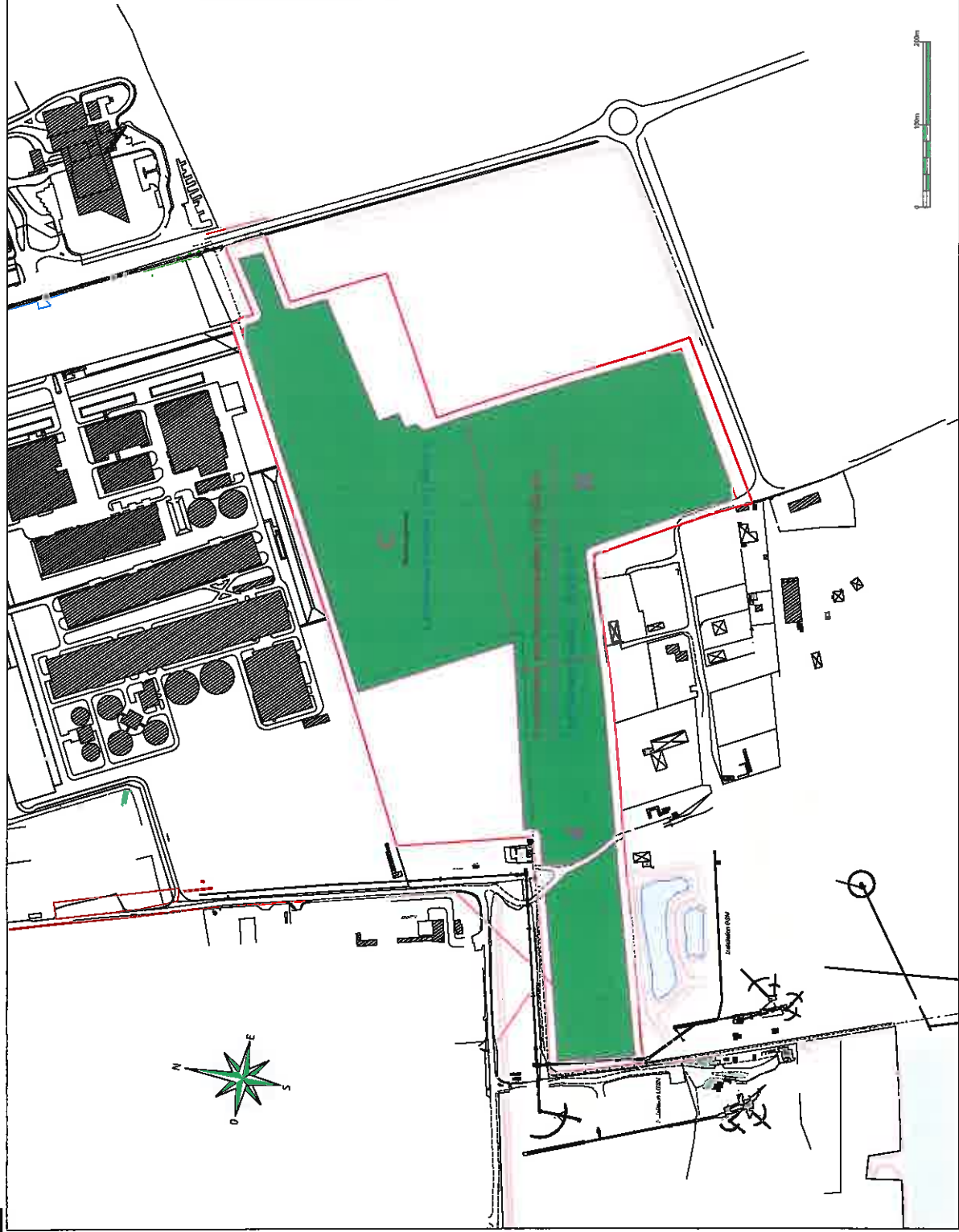


LEGENDE

- Ligne de projet
- Ligne opportuniste
- Ligne de phase
- A Numéro de phase
- Stockage des terres polluées
matériaux inertes respectés
- Stockage des terres polluées
matériaux non inertes respectés
- Stockage des terres polluées
matériaux non inertes non respectés
- Stockage intermédiaire de terres polluées
- Craquellement des terres p. 3/4
- Zone d'infraction
- Trémie et bande transportées
- Zone en cours de remblaiement
- Circuit des apports des remblais extérieurs
- Zone délimitée

PLAN DE PHASAGE

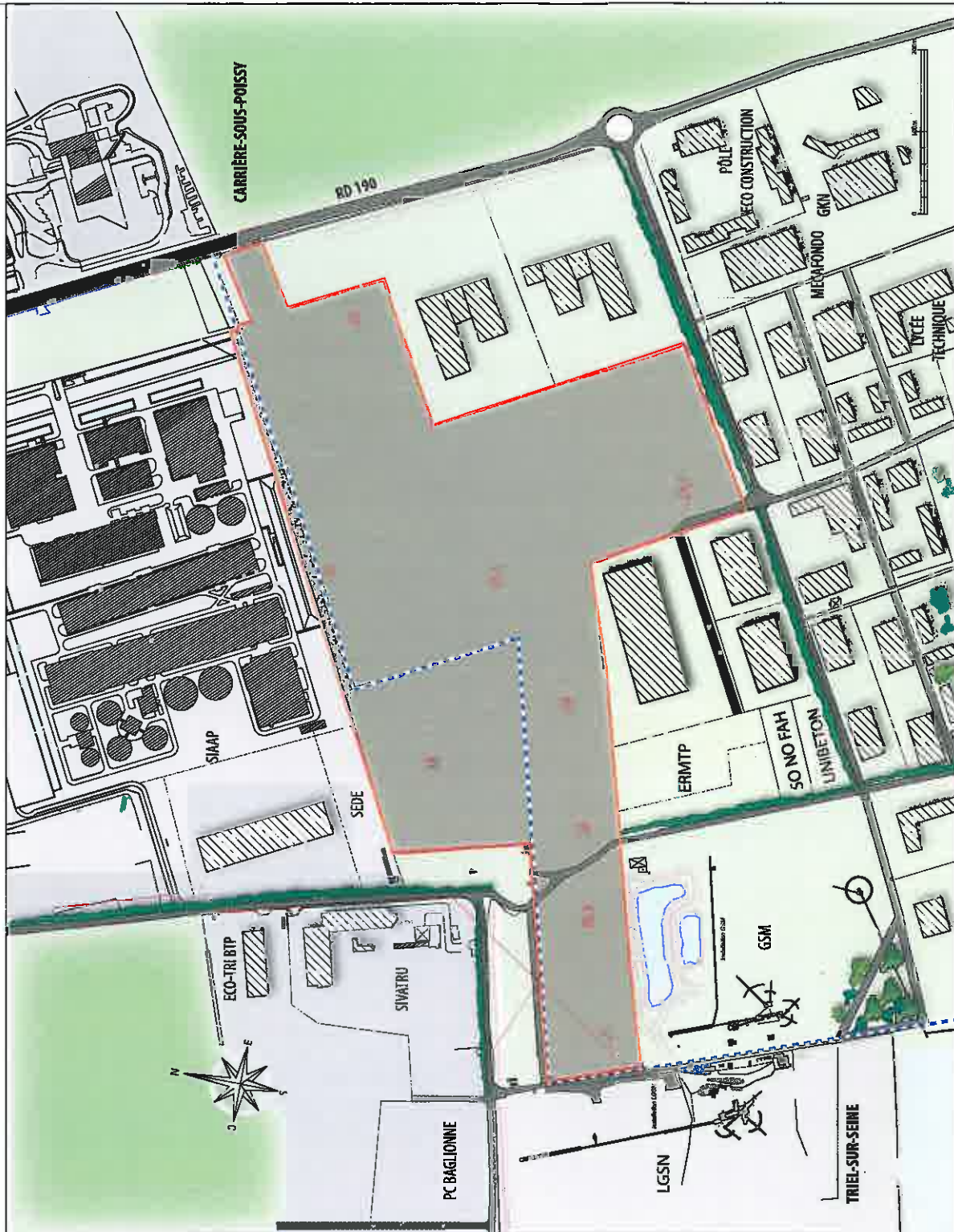
Carrière des Trois Cèdres
Année 10
Réaménagement de la phase C



LEGENDE

- Limite du projet
- Limite municipale
- Limite de phase
- A
- Stockage des terres polluées métalliques inertes liquides
- Stockage des terres polluées métalliques non inertes liquides
- Stockage des terres polluées métalliques non inertes non liquides
- Stockage intermédiaire de terres polluées
- Confinement des terres polluées
- Zone d'excavation
- Triplette et bande transportive
- Zone en cours de remblaiement
- Circuit des apports des remblais extérieurs
- Zone Manégable

PLAN DE L'ÉTAT FINAL



- Limite du site
- Zone remblayée et/ou tassée
- .29 Cote du sol en m NGF
- Zone industrielle et/ou artisanale
- Prairie / Zone naturelle
- Ligne électrique aérienne
- Bâtiment
- Limite communale
- Haies, plantations

Confinement des terres polluées PLAN DE LOCALISATION



- Limite cadastrale
- Limite d'autorisation sollicitée
- Limite de phase
- Altitude TN 28.97
- 25 —
- 25 —
- Courbe de niveau des plus hautes eaux simulées " Modélisation BURGEAP"
- Courbe de niveau a +0.50m au dessus des plus hautes eaux simulées " Modélisation BURGEAP"
- Boues de Décantation
- Confinement de terres { non inertes litviables 55 000 m³
non inertes non litviables 10 000 m³
inertes 35 000 m³
- Confinement de terres inertes 53 500 m³

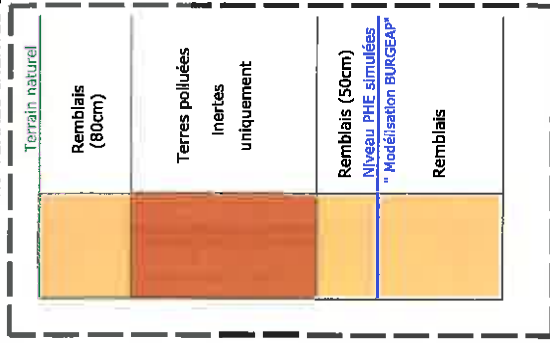
NOTA: LE NIVELLEMENT EST RATTACHE AU NGF ALTITUDES NORMALES (IGN 69)

ECHELLE : 1/3 000

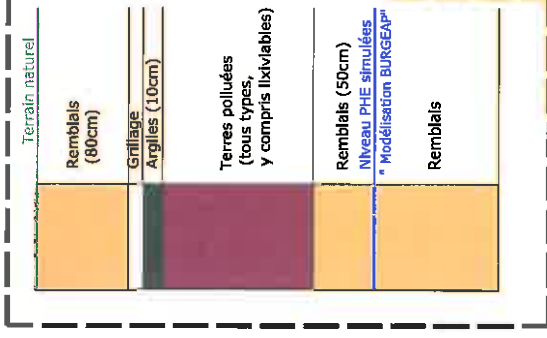
Confinement des terres polluées (comprenant tous types, y compris lixiviables)

COUPE BB'

CONFINEMENT DES TERRES INERTES ET NON LIXIVIALES

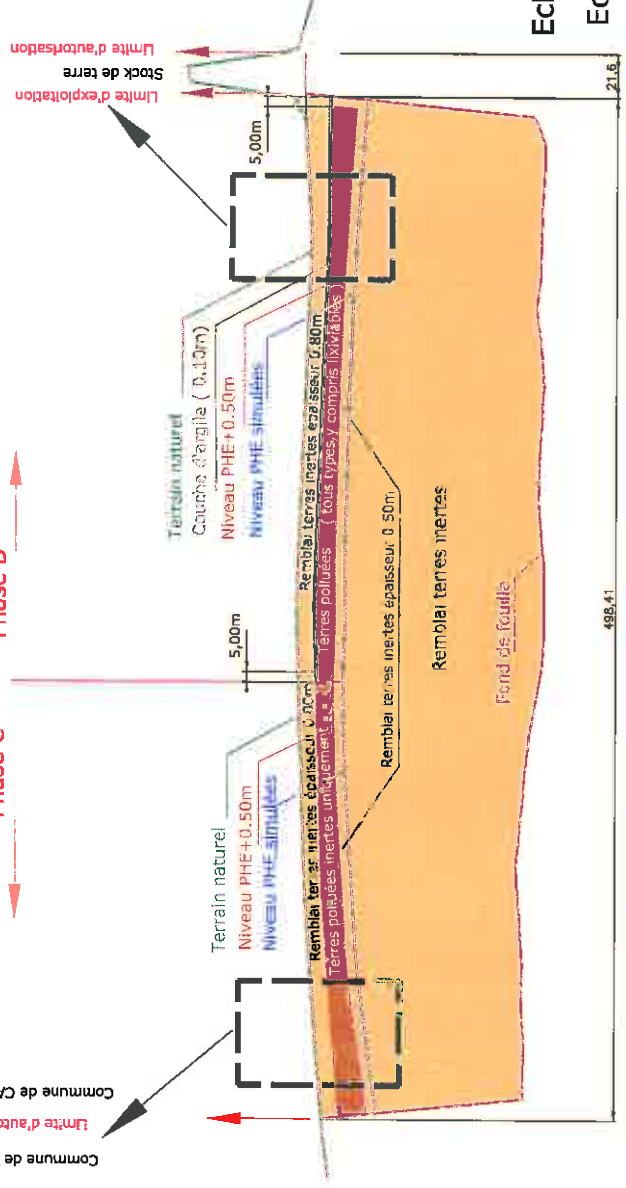


CONFINEMENT DES TERRES LIXIVIALES



B
Commune de TRIEL - SUR - SEINE
Limite d'autorisation et d'exploitation
Commune de CARRIERES - SOUS POISSY

Phase C
Phase B



Echelle en X : 1/2500

Echelle en Y : 1/250

COMMUNE DE

Zone non exploitable

Zone non exploitable

Zone exploitable

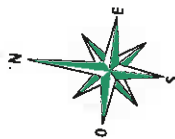
Limite communale

Section et numéro de parcelle du projet

Piezomètre

Bâtiment

Echelle: 1/3 000



1

4.123

APR 15 1964

MSD 00021182501

www.pearsoned.com

Garage des Gravelles

SPEED EURO

10

BRIEFES

DE

CONFIDENTIAL

100

2

11

GKN

1

7

—

